



**LES ASPECTS ECONOMIQUES  
DES POLITIQUES  
ENVIRONNEMENTALES ET LE  
DÉVELOPPEMENT DURABLE**



# PLAN

**INTRODUCTION : RAPPEL DD**

## **I-RÉGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE**

## **II- LES POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES MONDIALES**

1-La mondialisation et ses conséquences

2-Comment intégrer le DD dans les politiques nationales et locales

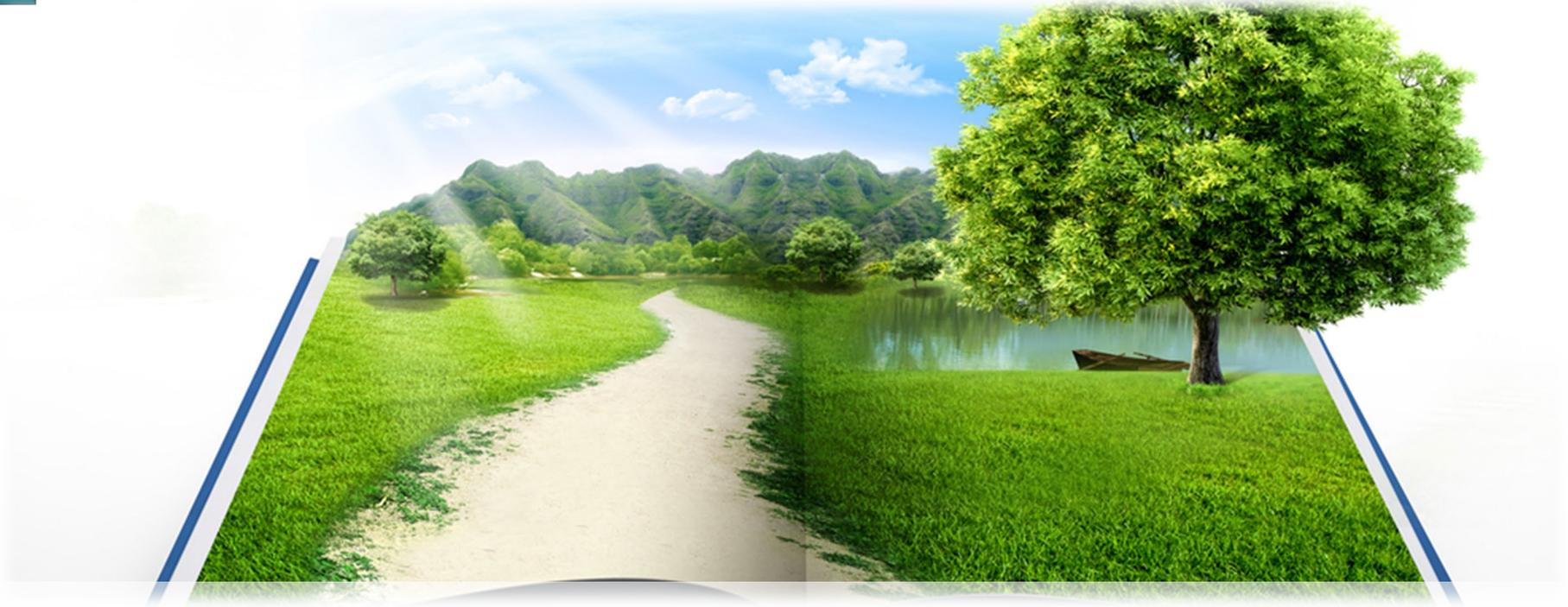
(Démarche PDCA illustrées par des exemples à Nice)

## **III- LES POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES AU SEIN DES STRATÉGIES D'ENTREPRISES**

1-La norme ISO 14001 Avantages et inconvénients

2-La politique environnementale : un véritable engagement de la direction (Exercice de rédaction)

# LE DÉVELOPPEMENT SOUTENABLE



**CE N'EST PAS QUE  
L'ENVIRONNEMENT !**

**ET POUR VOUS, QU'ÉVOQUE-T-IL ?**

**Entretenir  
le lien social**

**Respecter  
la  
législation**

**Réaliser des  
économies**

**Assurer  
le bien être  
des citoyens**

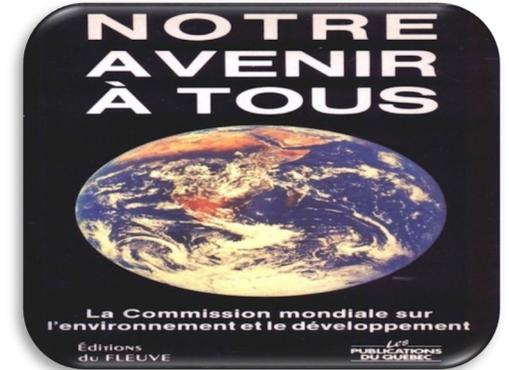
**Diminuer les  
consommations  
d'énergie**

**Valoriser l'image et l'attractivité de la commune**



# DÉFINITION FRANÇAISE

## Rapport Brundtland 1987



« mode de développement qui cherche à **répondre aux besoins des générations présentes** sans compromettre la capacité des **générations futures à répondre aux leurs.** »

# REFORMULONS LA DÉFINITION DU DD

- Mode de développement qui permet de répondre aux besoins que les générations présentes jugent légitimes de satisfaire
- Sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les besoins qu'elles jugeront légitimes de satisfaire.



# 3 PRINCIPES

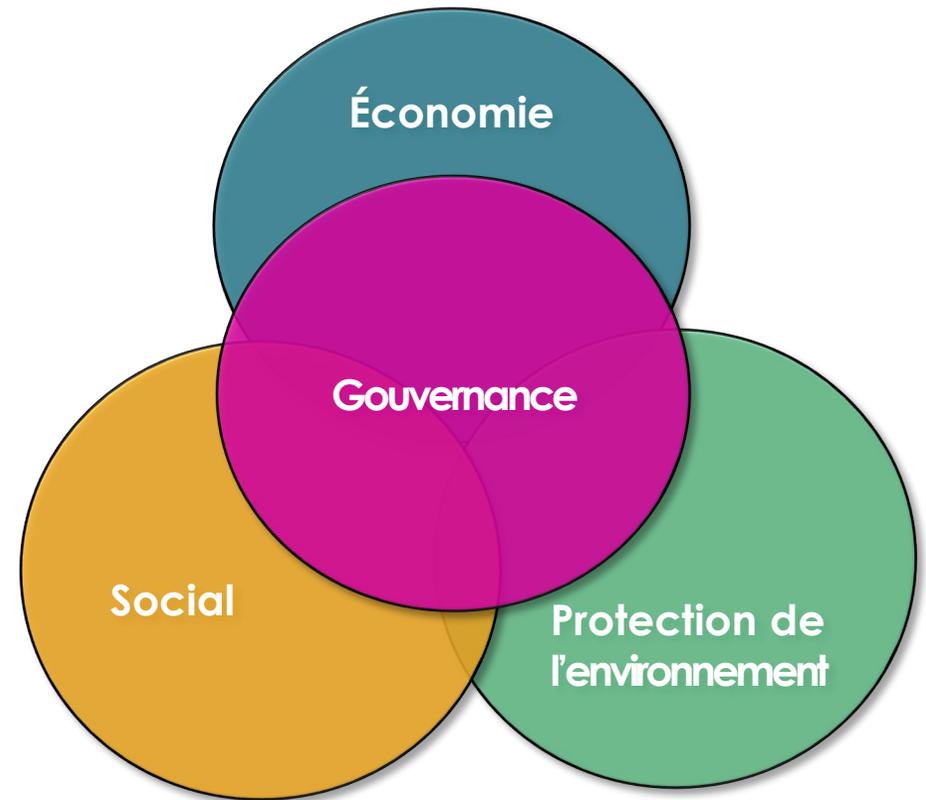
1. Principe de **solidarité transgénérationnel** : Inter (solidarité verticale) et intra (solidarité horizontale) générationnel
2. Principe de **précaution** : les choix faits aujourd'hui ne doivent pas réduire les choix possibles de demain
3. Principe de **participation démocratique** de tous les acteurs de la société civile au processus de décision et en particulier à la définition des besoins que l'on définit comme devant être satisfaits.

**2 DIMENSIONS : Développement humain  
ET protection de l'environnement et des ressources naturelles.**

# 3 PILIERS ET 1 AXE CENTRAL

## La participation

- Renforce l'acceptabilité des projets et des politiques publiques
- Permet l'appropriation des informations, la prise de conscience de ses propres pratiques et l'implication individuelle et collective
- Favorise la création d'une culture commune et partagée

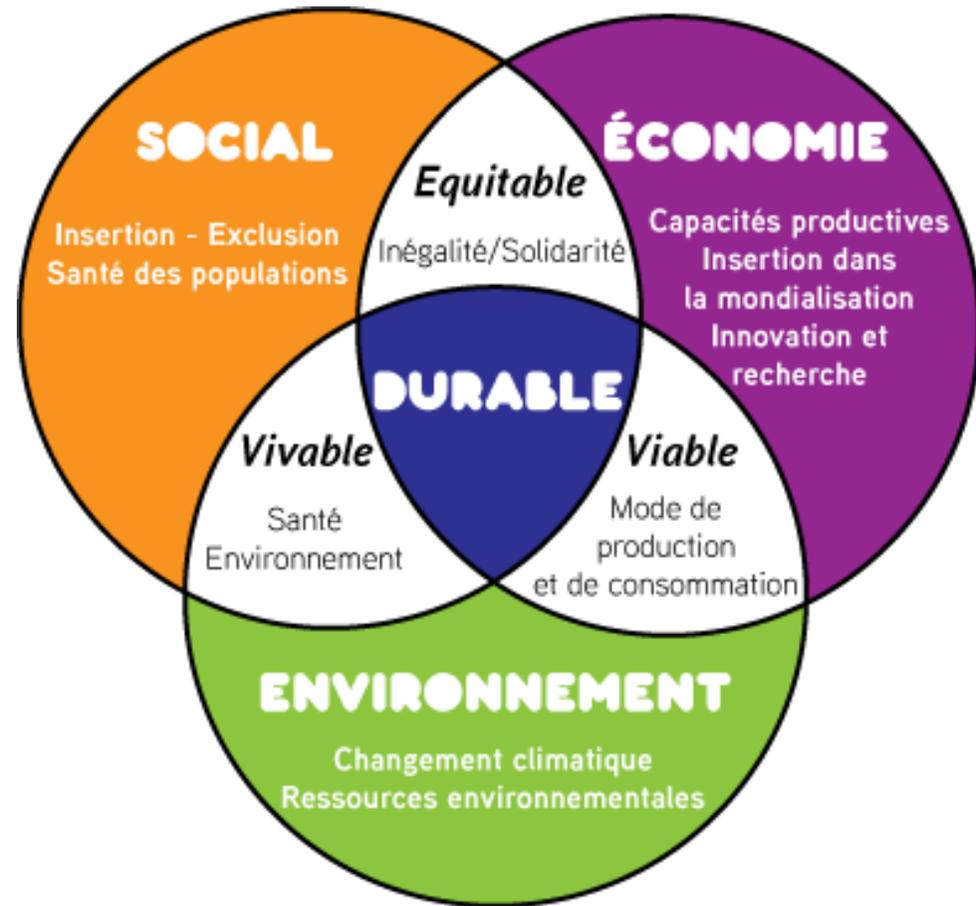


UNE VISION SYSTÉMIQUE

# LA REPRÉSENTATION GLOBALE DU DD

« Hier, nous persuadions d'avoir hérité la terre de nos parents, aujourd'hui, nous pensons l'emprunter à nos parents. »

François Ost



# LES FONDEMENTS DU DD

## **En France**

- Notion du respect des droits humains = Révolution Française
- 26/08/1789 Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (DDHC)
- Paternalisme (fin 19<sup>o</sup>S) : le chef d'entreprise fournit un ensemble de prestations à ses salariés de la naissance au décès
- 1946 : Rédaction du préambule de la constitution
- 1948 : Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

# **I- LA RÉGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE**

## **1 - PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT**

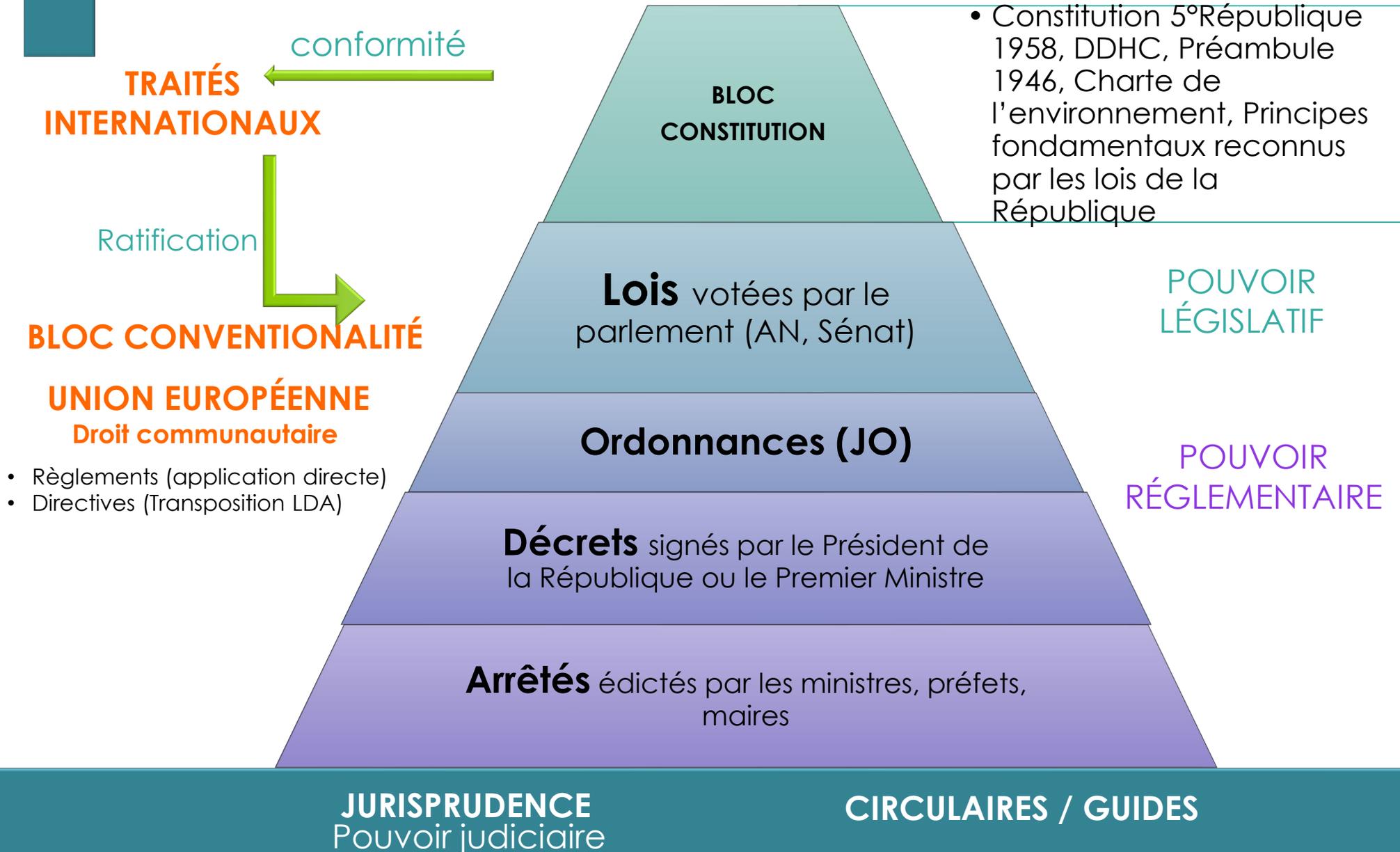
- **Pyramide réglementaire – Hiérarchie des normes**
- **Réglementation européenne**
- **Droit Français – Code de l'environnement**

## **2- CONSULTATION DES TEXTES « Nul n'est censé ignorer la loi »**

## **3- CONTRÔLE DU RESPECT DES TEXTES**

- **Inspection**
- **Sanction**

# HIÉRARCHIE DES NORMES JURIDIQUES



Chaque règle de droit doit être conforme aux normes qui lui sont supérieures

# EXEMPLES DE TEXTES EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

## Constitution

- Charte de l'environnement 2005

## Bloc conventionnalité

- Règlement (CE) 259/93 Transferts transfrontaliers de déchets
- Règlement REACH / CLP

## Loi

- Code de l'environnement (Partie Législative)

## Décret

- Décret du 21/09/77 Installations classées

## Arrêté

- Arrêté ministériel du 07/12/2009 relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage de substances et préparations dangereuses

## Circulaire

- Circulaire du 10/05/2000 Seveso II

# LA RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE

## RÈGLEMENT (directement applicable)

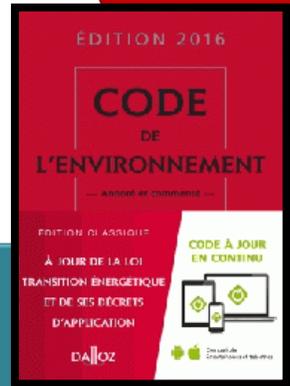
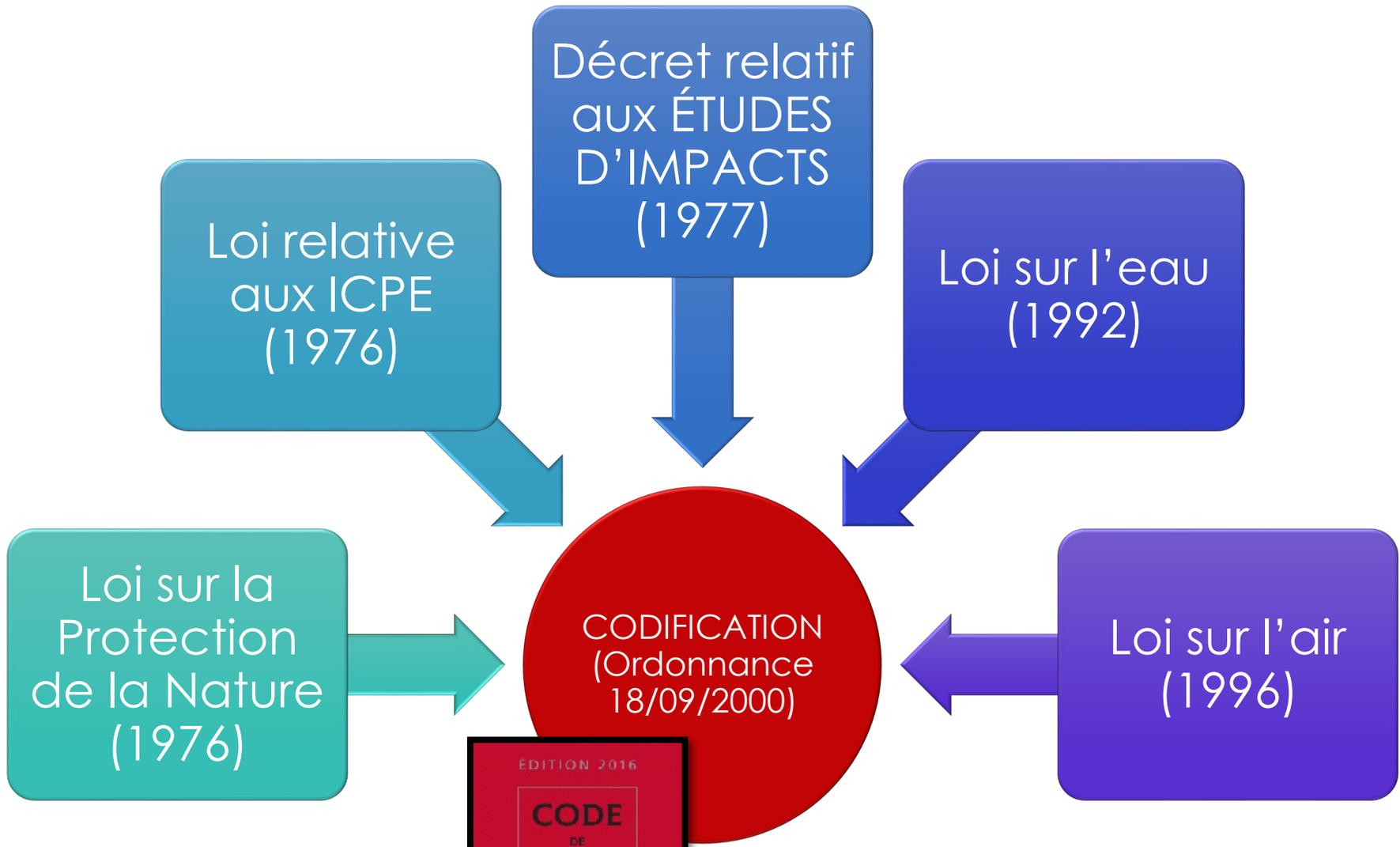
- Tous les États Membres

## DIRECTIVE (Obligation de résultats et transposition)

- Tous les États Membres

## DÉCISION (directement applicable)

- Tout ou partie des EM, certaines personnes physiques ou morales



## • Dispositions communes

- Principes généraux,
- Information & participation des citoyens,
- Associations, institutions

LIVRE I



## • Milieux physiques

- Eau et milieux aquatiques,
- Air et atmosphère

LIVRE II



## • Espaces Naturels

- Patrimoine naturel littoral,
- Parcs et réserves, sites,
- Paysages, accès à la nature

LIVRE III



## • Faune et flore

- Protection F&F,
- Chasse,
- Pêche en eau douce, gestion des ressources piscicoles

LIVRE IV



## • Prévention des Pollutions

- ICPE, Produits chimiques et biocides, OGM,
- Déchets,
- Nuisances sonores

LIVRE V



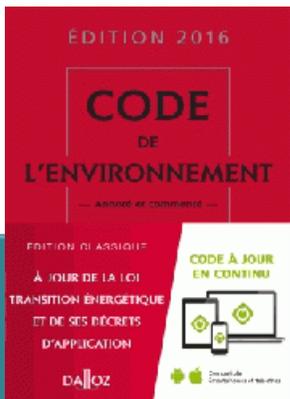
## • Dispositions Nouvelle Calédonie

LIVRE VI



## • Protection de l'environnement en Antarctique

LIVRE VII



L 122-1 (Législative Livre Titre Chapitre – Article)

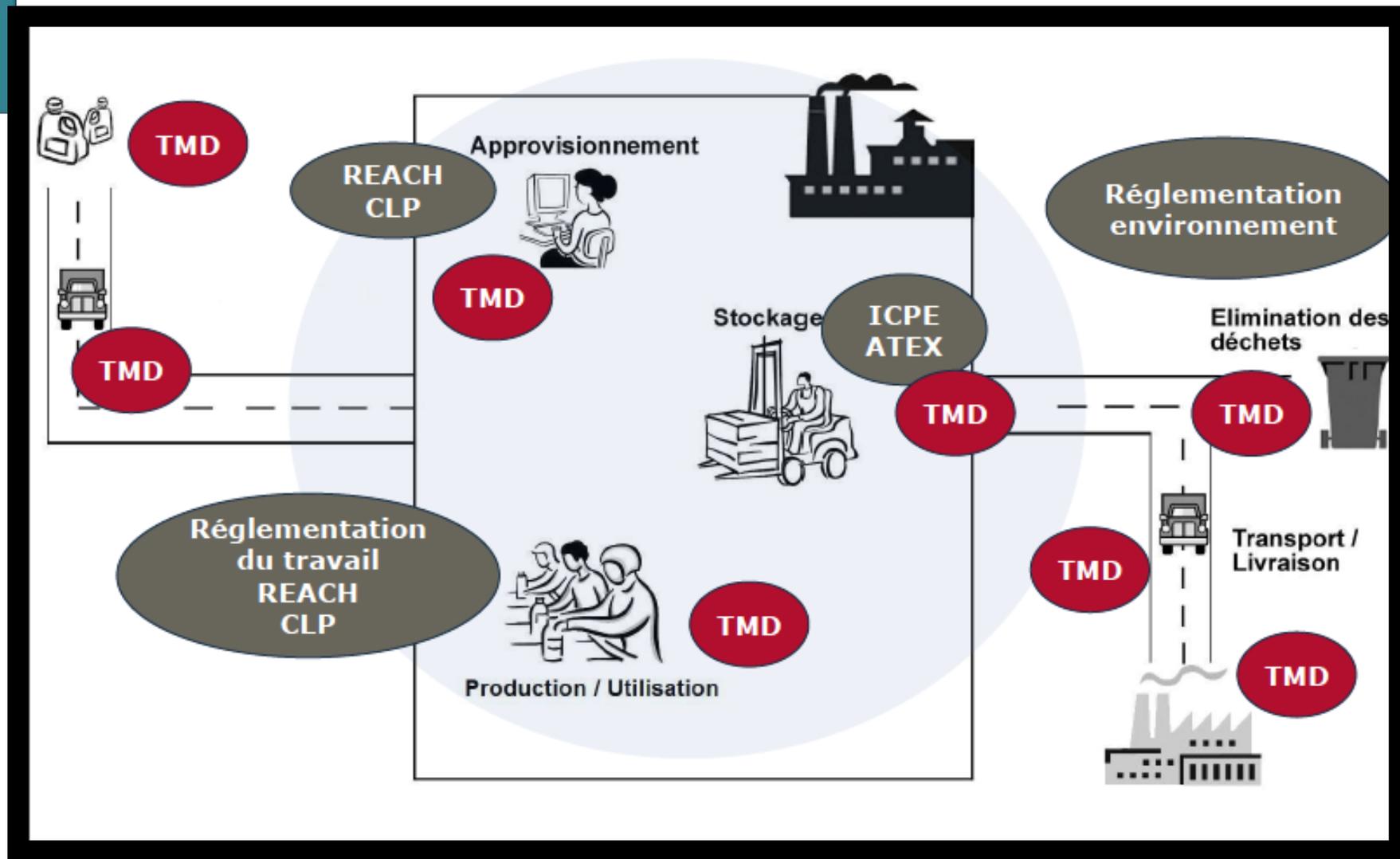


ILLUSTRATION DE L'ARTICULATION DES DROITS DANS UNE USINE ICPE

# CONTRÔLE DU RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION

## ❖ Les acteurs

- Inspecteurs de la DREAL
- Inspecteurs et contrôleur du travail
- Agents de la DGCCRF
- Agents des douanes
- Inspecteurs de l'AFSSAPS-ANSM
- Fonctionnaires et agents publics habilités pour le contrôle et la protection des végétaux (l'inspecteur de la santé publique vétérinaire )

## **EXEMPLE D'INSPECTIONS**

ICPE = Visite d'inspection (déplacement d'un ou plusieurs inspecteurs sur le site de l'installation pour vérifier la conformité/lois et règlements relatifs aux ICPE

**Ciblée/Générale – Prévue/Inopinée – Périodique/Ponctuelle**

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

# DREAL PROVENCE ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Rechercher  Ok

CLIMAT - AIR - ENERGIE    BIODIVERSITÉ - EAU - PAYSAGES    PRÉVENTION DES RISQUES    DÉVELOPPEMENT DURABLE    TRANSPORTS - INFRASTRUCTURES    LOGEMENT - CONSTRUCTION - FONCIER    TERRITOIRE AMÉNAGEMENT DONNÉES

## À LA UNE



**EcoQuartiers en PACA : les lauréats 2018 !**  
Le 14 décembre

le 02 décembre à Marseille au Parc Chanot  
**3ème rendez-vous de la rénovation énergétique en PACA**  
Le 28 novembre

**Lutte contre l'habitat**

### Utilisation de ce site

- ▶ Aide à la navigation et à la recherche
- ▶ Les infos du site en flux RSS
- ▶ Comment s'abonner ?
- ▶ Recueil de l'avis des utilisateurs
- ▶ Saisir les services de l'Etat



## Mieux connaître le CGEDD

Dans cet objectif, le CGEDD se dote d'un nouvel outil de communication dans lequel ses missions, ses domaines d'intervention, ses valeurs (...)



### ACCÈS DIRECT

- ▶ Espace presse
- ▶ Les rapports annuels
- ▶ Les derniers rapports
- ▶ Les ÉchosCGEDD
- ▶ Les colloques
- ▶ Les matinées du CGEDD
- ▶ Le Grand Prix national de l'Ingénierie 2018
- ▶ L'Autorité environnementale du CGEDD
- ▶ MRAe (missions régionales d'autorité environnementale)
- ▶ Prix immobiliers sur le long terme
- ▶ Les nouveautés du site (RSS)

### ACTUALITÉS



Le numéro 86 / Novembre 2018 est paru.



### LIENS INTERNET UTILES

- ▶ AQST (Autorité de la qualité de

# HTTPS://ANSM.SANTE.FR/

Glossaire | Abonnement | Agenda | Newsletter



## ansm

Agence nationale de sécurité du médicament  
et des produits de santé



Cliquez ici pour effectuer une recherche....



L'ANSM

S'informer

Décisions

Activités

Dossiers

Publications

Services

Déclarer un effet indésirable

Produits de santé

Vous souhaitez déclarer un  
effet indésirable



ansmactU ..... Newsletter mensuelle

Abonnez vous

### Actualité

14/12/2018 - L'ANSM publie le rapport annuel d'hémovigilance 2017 - Point d'information

14/12/2018 - Lancement d'une consultation publique - Projet de transposition des lignes directrices relatives aux bonnes pratiques de fabrication européennes spécifiques aux médicaments de thérapie innovante

13/12/2018 - Cannabis thérapeutique en France : l'ANSM publie les premières conclusions du CSST - Point d'Information

13/12/2018 - Dispositifs médicaux pour le traitement du prolapsus et de l'incontinence urinaire : l'ANSM poursuit les investigations - Point d'information

11/12/2018 - Tensions d'approvisionnement des spécialités à base

### Accès direct aux produits de santé

- |     |   |     |  |
|-----|---|-----|--|
| Med | Médicaments                                   | PTA | Produits thérapeutiques annexes                |
| MDS | Médicaments dérivés du sang                   | THA | Tissus ou organes d'origine humaine ou animale |
| SP  | Stupéfiants et psychotropes                   | DM  | Dispositifs médicaux                           |
| Vac | Vaccins                                       | DIV | Dispositifs médicaux de diagnostic in vitro    |
| PTC | Produits cellulaires à finalité thérapeutique | Cos | Produits cosmétiques                           |
| MTG | Médicaments de thérapie génique               | PT  | Produits de tatouage                           |
| PSL | Produits sanguins labiles                     | Aut | Autres produits et substances                  |



BASE DE DONNÉES  
PUBLIQUE  
DES MÉDICAMENTS



Vente en ligne  
de médicaments



**economie.gouv.fr**

Le portail de l'Économie, des Finances,  
de l'Action et des Comptes publics

**Lettres d'information**



Accueil

Particuliers

Entreprises

Les ministres

Les ministères

Presse

Accueil du portail > DGCCRF > Accueil > **Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes**



Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Accueil

La DGCCRF

Concurrence

Consommation

Sécurité

Infos presse

Publications

Sanctions

## Actualités



13/12/2018

### Bilan 2017 des contrôles sur la sécurité des jouets

Les enquêteurs de la DGCCRF ont prélevé 72  
jouets qui ont ensuite été analysés par le  
Service commun des laboratoires (labo)

- ▶ [Profil Particulier](#)
- ▶ [Profil Entreprise](#)
- ▶ [Profil Collectivité locale](#)

[Nous contacter](#)

[Faire une réclamation](#)

# HTTP://PACA.DIRECCTE.GOUV.FR/

PRÉFET  
DE LA RÉGION  
ÎLE-DE-FRANCE

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île-de-France

Informations générales **Entreprises, emploi, économie** Travail et relations sociales Concurrence et consommation Etudes et statistiques

## Menu

L'actu du travail en Ile-de-France

### Inspection du travail

Vous renseigner sur vos droits du Travail

Saisir l'inspection du travail

Trouver le bon interlocuteur

Relations du travail

Santé et sécurité au travail

Travail illégal

Secteur agricole

Accueil > Travail et relations sociales > Inspection du travail

## Inspection du travail

### Annuaire de l'inspection du travail en Île-de-France

L'Île-de-France compte 432 sections d'inspection du travail chargées du contrôle des entreprises de la région, et regroupées en 43 unités de contrôle. Les sections correspondent à un territoire géographique défini. Certaines ont également une compétence sectorielle : transports ferroviaires, routiers et fluviaux, RATP, entreprises agricoles, zones (...)

Saisir l'inspection du travail - 6 décembre 2015

[+ Lire la suite](#)

### Coordonnées de l'inspection du travail en Île-de-France

Retrouvez les coordonnées téléphoniques et mail des sections de l'inspection du

Retrouvez toutes nos publications  
spécialisées en cliquant ici.

## Liens



Ministère du Travail

TRAVAIL

Fiches pratiques du droit  
du travail du ministère du  
travail



Aract Île-de-France

# LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Exemple pour des substances dangereuses CLP/REACH



## Mise en œuvre:

- Mise en demeure préalable obligatoire (sauf cas d'urgence)  
Avec délai mise en conformité
- La personne a 3 mois pour prendre connaissance du dossier et formuler des observations

## Typologie:

- Amendes 15 000€ + astreinte journalière
- Interdire l'importation, la fabrication, la mise sur le marché
- Imposer la destruction
- Destruction par l'autorité aux frais de la personne

**Mise en demeure - Non respect de la mise en demeure**  
**Sanctions administratives possibles (plusieurs classes)**

# LES SANCTIONS PÉNALES



- S'appliquent aux infractions les plus sévères
- Amendes + peines de prison
- articles L521-1 et suiv du code de l'environnement : 75 000€ / 2 ans  
articles R521-1 et suiv : contravention 5<sup>ème</sup> classe 15 000€
- Possible Peines complémentaires :
  - Confiscation du produit
  - Fermeture temporaire ou définitive des installations de production
  - Interdiction d'exercer

**PV envoyé au procureur – Poursuite ou pas (citation directe possible) – Jugement pénal – Sanctions possibles**

# CODE DE L'ENVIRONNEMENT

L 521-1 &suiv

R 521-1 &suiv

Infractions	Peines
Fournir sciemment des renseignements inexacts susceptibles d'entraîner pour la substance considérée ou les préparations la contenant, ou pour les produits manufacturés ou équipements les contenant, des prescriptions moins contraignantes que celles auxquelles ils auraient normalement dû être soumis, ou de dissimuler des renseignements connus.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A : 75 000 euros</li> <li>• P : 2 ans au plus</li> </ul>
Ne pas respecter les mesures d'interdiction ou de réduction des risques prises pour la protection de la santé ou de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A : 75 000 euros</li> <li>• P : 2 ans au plus</li> </ul>
Ne pas satisfaire dans le délai imparti aux obligations prescrites par la mise en demeure.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A : 75 000 euros</li> <li>• P : 2 ans au plus</li> </ul>
Fabriquer ou importer sans enregistrement préalable une substance, telle quelle ou contenue dans une préparation ou destinée à être rejetée d'un article dans des conditions normales ou raisonnablement prévisibles d'utilisation, soumise à enregistrement en méconnaissance du règlement REACH.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A : 75 000 euros</li> <li>• P : 2 ans au plus</li> </ul>
Pour le fabricant ou l'importateur, obtenir ou tenter d'obtenir la délivrance d'un numéro d'enregistrement de substance par fausse déclaration ou par tout autre moyen frauduleux.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A : 75 000 euros</li> <li>• P : 2 ans au plus</li> </ul>

Infractions	Peines
Absence de notification à l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) par le producteur ou l'importateur prévue pour les substances soumises à autorisation. Cette notification s'applique à compter du 1er décembre 2011.	Contravention de 5ème classe
Pour un représentant exclusif, de ne pas tenir disponibles et à jour les informations sur les quantités importées et sur les clients auxquelles elles ont été vendues en méconnaissance de l'obligation de notification à l'ECHA par le producteur ou l'importateur des informations prévues à l'Annexe VI du règlement REACH.	Contravention de 5ème classe
Pour un fabricant, un importateur ou un producteur d'articles, de ne pas effectuer la notification à l'ECHA des informations prévues à l'Annexe VI du règlement REACH.	Contravention de 5ème classe
Pour un distributeur, de ne pas avoir fourni à l'acteur ou au distributeur immédiatement en amont dans la chaîne d'approvisionnement les informations relatives à une utilisation, informations qui lui ont été transmises en aval.	Contravention de 5ème classe

# CARACTÉRISTIQUES DU DT ENVT

- Objet particulier
- Droit technique (Etude d'impact, dossier d'autorisation d'exploiter...)
- Droit évolutif
- Droit à forte dimension internationale
- Droit à forte dimension participative
- Droit prospectif
- Droit à la frontière avec d'autres droits

## II- LES POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES MONDIALES

- Suite à la seconde guerre mondiale il y a eu une volonté de reconstruction et de sécurisation des relations planétaires.
- Cela s'est traduit par la mise en place du libre échange mondial. Le GATT a encadré ce processus depuis 1947.
- Ce libre échange consiste à supprimer les barrières douanières et réglementaires. C'est à dire lutter contre le protectionnisme.
- Aujourd'hui l'organisation en charge de l'application du GATT est l'OMC.





## Le GATT et le Conseil du commerce des marchandises

L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) régit le commerce international des marchandises. C'est le Conseil du commerce des marchandises, composé de représentants de tous les pays Membres de l'OMC, qui veille au fonctionnement du GATT. Le Président est actuellement Ambassadeur Stephen DE BOER (Canada).

Le Conseil du commerce des marchandises chapeaute dix comités qui s'occupent chacun d'un sujet précis (agriculture, accès aux marchés, subventions, mesures antidumping, etc.). Ces comités sont eux aussi composés de représentants de tous les pays membres.

Le Conseil du commerce des marchandises coiffe également le Groupe de travail des entreprises commerciales d'État et le Comité de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI).

### DIFFÉRENDS

- > [Liste des différends mentionnant le GATT de 1994](#)
- > [Liste des différends mentionnant le GATT de 1947](#)

### RÉUNIONS DU CONSEIL

#### RÉUNIONS 2018 ▲

- [23 mars](#) – Informelle
- [23 mars](#)
- [26 mars](#)
- [3 juillet](#)
- [4 juillet](#)
- [2 novembre](#) – Informelle

# QU'EST CE QUE LA MONDIALISATION ?

L'aspect essentiel de la mondialisation est  
**ÉCONOMIQUE.**



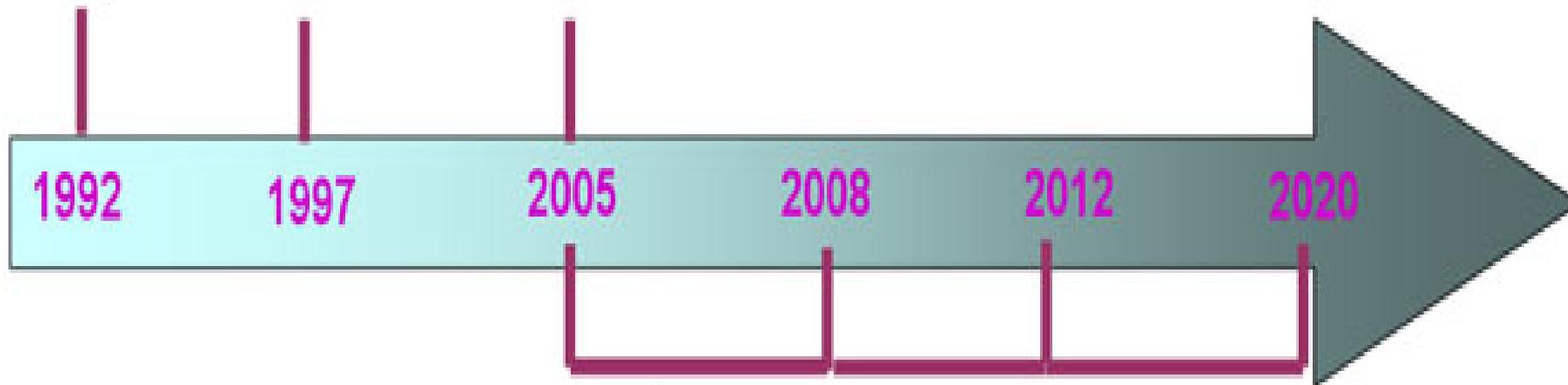
C'est un **processus d'intégration des marchés** qui rapproche les hommes, qui résulte de la **libéralisation des échanges, du développement, des moyens de transports** de personnes et de marchandises, et des **retombées des technologies** de l'information et de la communication à l'échelle planétaire.



**Convention Cadre  
Nations Unies  
Sur le Changement  
Climatique**

**Signature  
Protocole Kyoto**

**Entrée en vigueur  
Protocole Kyoto**



**1992**

**1997**

**2005**

**2008**

**2012**

**2020**

**Première période  
Protocole Kyoto  
Objectif : période d'essai**

**Deuxième période  
Protocole Kyoto  
Objectif : -5% Monde  
-8% Europe**

**Troisième période  
Protocole Kyoto  
Objectif : à définir**

# Une prise de conscience générale des effets néfastes de la mondialisation

→ Réaction de la communauté internationale :

## Conférence de Stockholm en 1972 sur l'environnement

- place pour la 1<sup>ère</sup> fois questions écologiques au rang des préoccupations internationales)

## Déclaration de Rio de 1992

- fixe les lignes d'actions visant à assurer une meilleure gestion de la planète et à faire progresser le concept des droits et des responsabilités des pays dans les domaines de l'environnement)
- application volontaire

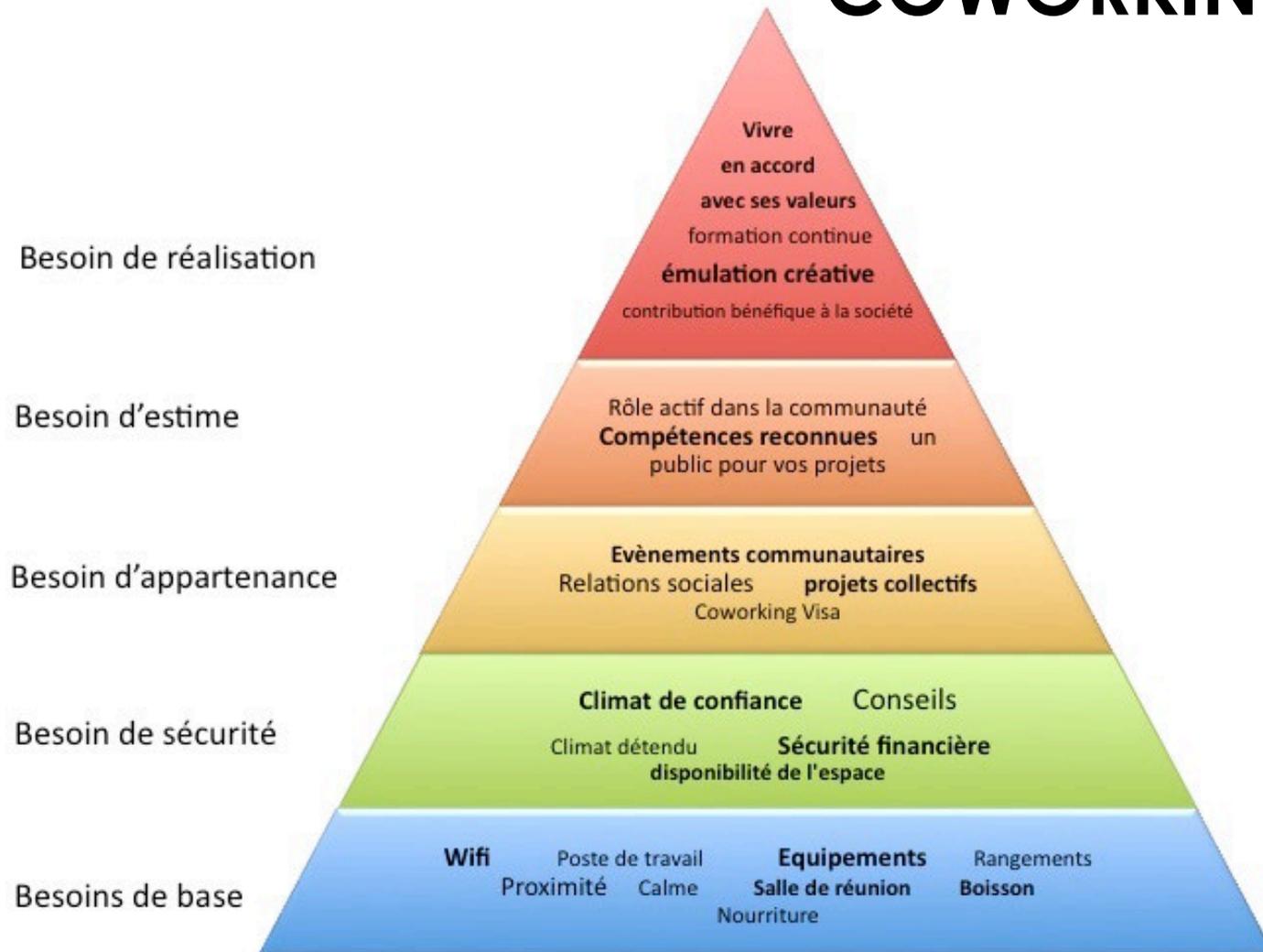
## Protocole de Kyoto de 1997

- vise à stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre

## Conférence de Johannesburg de 2002

## Conférence de Rio de 2012

# LA PYRAMIDE DE MASLOW COWORKING



# LES ACTEURS

- Les Etats souverains
- Les organisations internationales
- Les firmes transnationales





# LES CONSÉQUENCES DE LA MONDIALISATION



- L'augmentation de la pollution de la planète
- L'épuisement des ressources
- L'augmentation de l'inégalité de la répartition des richesses
- Les crises économiques et sociales

## Le guide de l'éco-responsabilité, c'est...

15 thématiques développées,  
illustrées d'exemples et donnant les clés de l'action

### ➤ Lutte contre le changement climatique

- Déplacements
- Bâtiments
- Emissions de Gaz à Effet de Serre

### ➤ Consommation durable

- Achats
- Déchets
- Eco-communication
- Papiers

### ➤ Gestion durable des ressources naturelles

- Eau
- Energie

### ➤ Santé et prévention des risques

- Air intérieur
- Bruit
- Qualité des espaces verts
- Prévention des risques

### ➤ La responsabilité sociale

- Emploi
- Produits et Services



La politique environnementale est basée sur **4 principes** :

- Le principe de précaution
- Le principe de prévention
- Le principe du pollueur-payeur
- Le principe de correction des atteintes à l'environnement

**4 principes fondamentaux → La Loi Barnier en 1995**

<http://www.generationscobayes.org/nos-actus/principe-de-precaution-et-principe-de-prevention-quelles-differences>

Accueil  Droit français  Droit européen  Droit international  Traductions  Bases de données

Vous êtes dans : [Accueil](#) > [Les codes en vigueur](#) > **Code de l'environnement - Article L110-1**

## Code de l'environnement - Article L110-1

[Masquer le panneau de navigation](#)

[<< Article précédent](#) - [Article suivant >>](#) - [Imprimer](#)

### Navigation

#### Article L110-1

Versions de l'article:

- ▶ [Version en vigueur au 10 août 2016](#)
- ▶ [Version en vigueur du 19 août 2015 au 10 août 2016](#)
- ▶ [Version en vigueur du 29 décembre 2012 au 19 août 2015](#)
- ▶ [Version en vigueur du 14 juillet 2010 au 29 décembre 2012](#)
- ▶ [Version en vigueur du 28 février 2002 au 14 juillet 2010](#)
- ▶ [Version en vigueur du 21 septembre 2000 au 28 février 2002](#)

Version consolidée à la date du ...

Jour Mois Année  
17 ↓ Décembre ↓ 2018 

Ex: 2018

Chemin :

#### [Code de l'environnement](#)

- ▶ [Partie législative](#)
- ▶ [Livre 1er : Dispositions communes](#)
- ▶ [Titre 1er : Principes généraux](#)

#### Article L110-1

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 1](#)  
Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 2](#)  
Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 3](#)

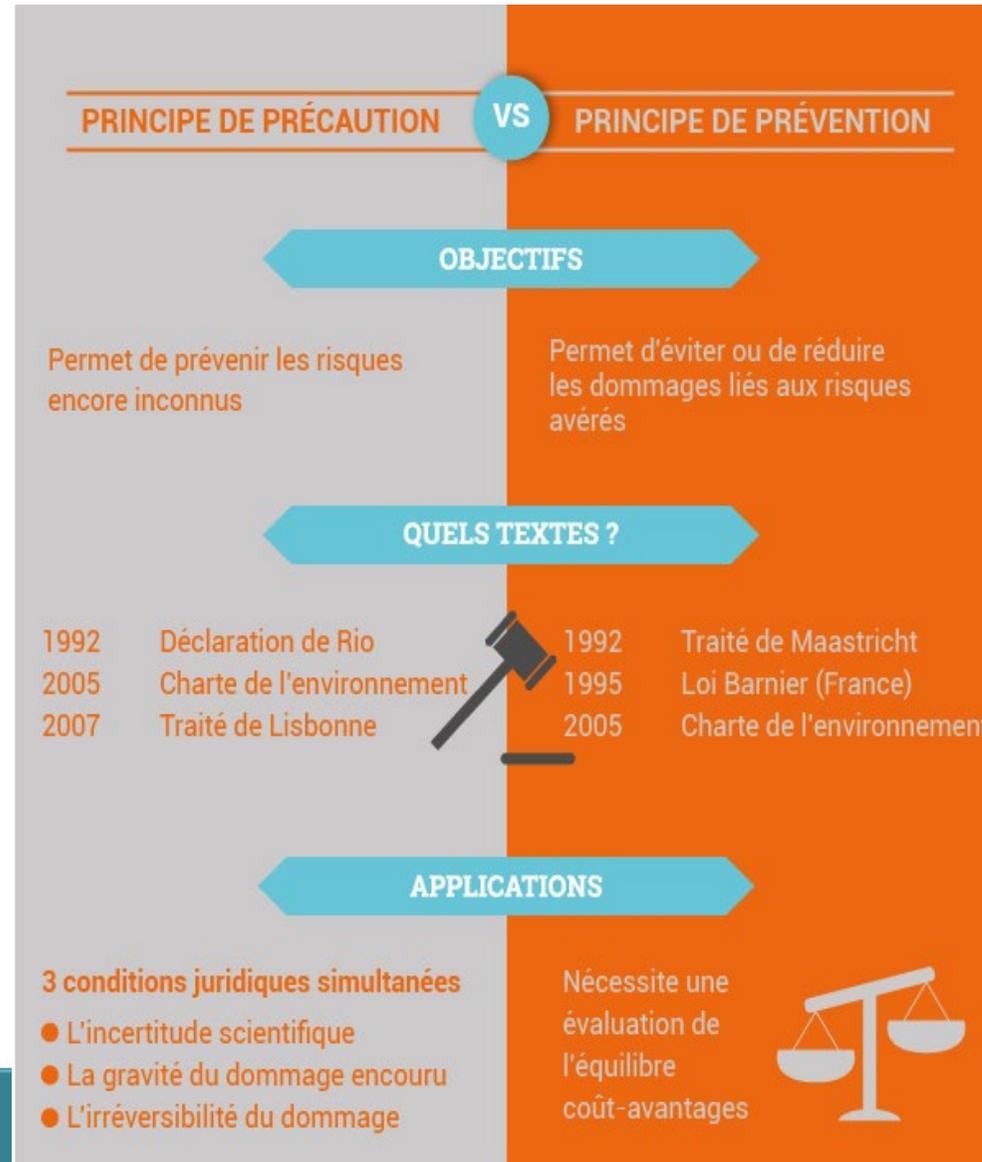
I. - Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage.

Les processus biologiques, les sols et la géodiversité concourent à la constitution de ce patrimoine.

On entend par biodiversité, ou diversité biologique, la variabilité des organismes vivants de toute origine, y compris les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques, ainsi que les complexes écologiques dont ils font partie. Elle comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces, la diversité des écosystèmes ainsi que les interactions entre les organismes vivants.

# PRINCIPE PRÉCAUTION / PRINCIPE PRÉVENTION

Principe selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.



Principe d'action préventive et de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.

Dans les domaines de l'environnement, de la santé ou de l'alimentation.

# PRINCIPE POLLUEUR-PAYEUR

**Le principe pollueur payeur selon lequel « les frais résultant des mesures de prévention, de réduction de la pollution et de lutte contre celle-ci sont supportés par le pollueur ».**

- adopté par l'**OCDE** (Organisation de coopération et de développement économique) en 1972, en tant que principe économique visant l'**imputation des coûts associés à la lutte contre la pollution**.
- un des principes essentiels qui fondent les politiques environnementales dans les pays développés (UE 1987- ONU en 1992).

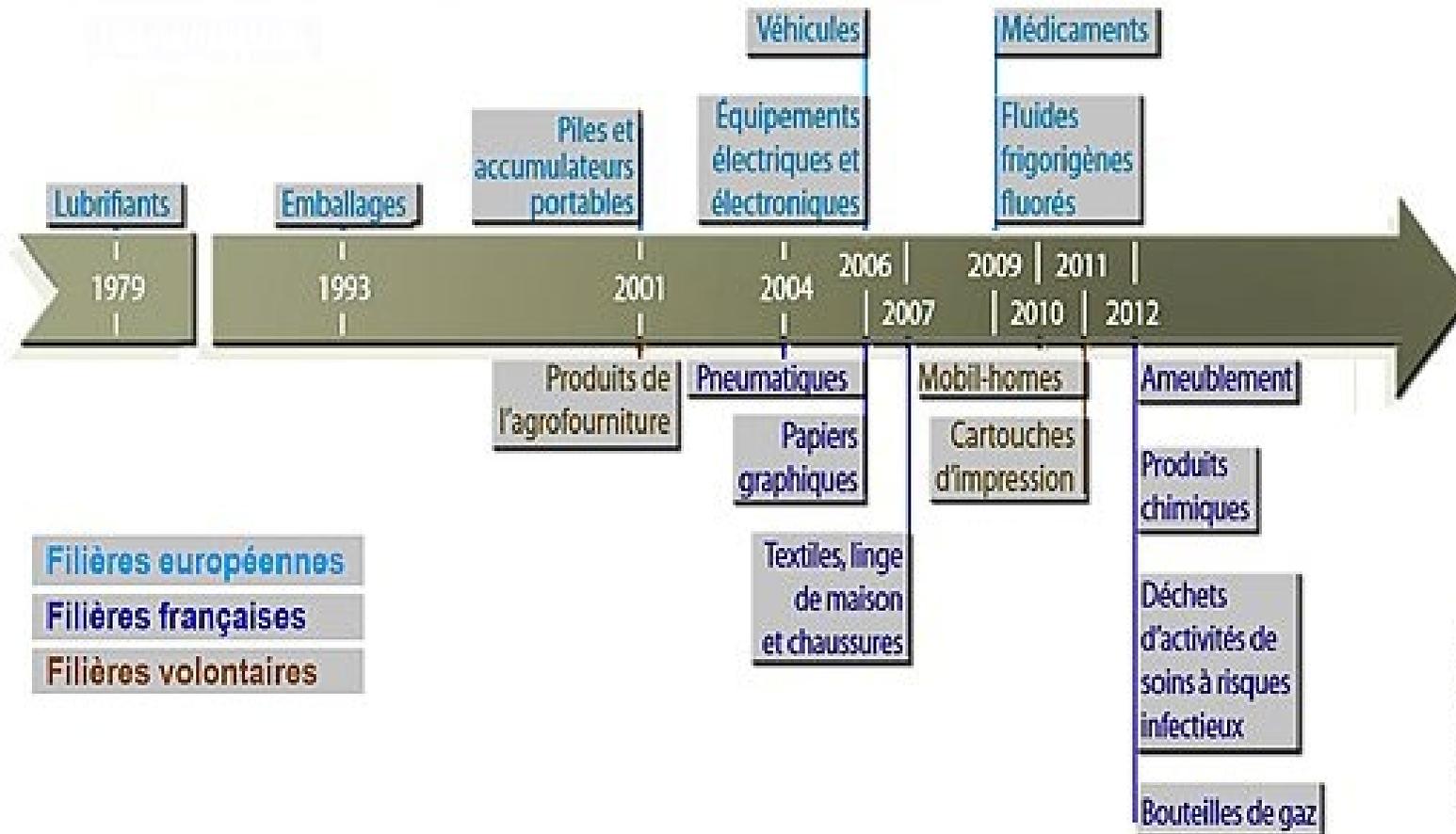
D'autre part, la **Charte de l'environnement** dispose dans son **article 4** que **« toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement dans les conditions définies par la loi. »**

<https://www.novethic.fr/lexique/detail/principe-pollueur-payeur.html>

L'objectif du principe pollueur payeur est de réduire l'impact de l'activité humaine sur l'environnement en favorisant les activités non polluantes.

# RESPONSABILITÉ ÉLARGIE DU PRODUCTEUR

## Mise en œuvre opérationnelle de grandes filières REP



En 2017, en France, plus de 20 filières REP

# PRINCIPE DE PARTICIPATION

Loi Barnier n°95-201 du 2 février 1995, selon laquelle "chacun doit avoir accès aux informations relatives à l'environnement, y compris celles relatives aux substances et activités dangereuses, et le public associé au processus d'élaboration des projets ayant une incidence importante sur l'environnement ou l'aménagement du territoire."

- Le principe selon lequel toute personne a le droit d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques ;
- Le principe de participation en vertu duquel toute personne est informée des projets de décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement dans des conditions lui permettant de formuler ses observations, qui sont prises en considération par l'autorité compétente ;
- Le principe de solidarité écologique, qui appelle à prendre en compte, dans toute prise de décision publique ayant une incidence notable sur l'environnement des territoires concernés, les interactions des écosystèmes, des êtres vivants et des milieux naturels ou aménagés.

Permettre au public de formuler ses observations / obligation de les prendre en considération

**DÉBAT PUBLIC / ENQUÊTE PUBLIQUE / MISE À DISPOSITION DU PUBLIC**



## A l'échelle de l'union :

La politique « Environnement 2010 ; notre avenir, notre choix » :

- La lutte contre le changement climatique
- La protection de la nature et de la biodiversité
- La protection de la santé et de la qualité de la vie
- La préservations des ressources naturelles et le traitement des déchets

**Création du programme LIFE +** : fond de financement des travaux de recherche dans le domaine de la protection de la nature et de la biodiversité

➤ <http://www.bilancarbonepersonnel.org/>

➤ [http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/presentation\\_quotas\\_de\\_co2.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/presentation_quotas_de_co2.pdf)



## A l'échelle nationale :

- Les législations des Etats ont aussi pris en compte les effets néfastes de la mondialisation

<http://www.bioenergie-promotion.fr/19495/montdidier-une-petite-ville-picarde-exemplaire-bientot-autonome-en-energie/>

- Les **entreprises ont pris en compte** ces effets :
- soit de manière **volontaire** (but économique)
- soit de manière **contrainte** (régimes d'autorisation, de déclaration).

# QUELQUES POLITIQUES SECTORIELLES

- LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE
- LUTTES CONTRE LA POLLUTION DE L'EAU, DE L'AIR
- GESTION DES DÉCHETS  
Directive Cadre / DASRI
- PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL
- PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ  
Loi Natura 2000 (Espèces protégés, zones humides...)
- SOLS POLLUÉS
- PRÉVENTION DES RISQUES INDUSTRIELS TECHNOLOGIQUES ET CHIMIQUES  
CLP/REACH/BIOCIDES/ ADR

# DROIT ENVIRONNEMENT = PROTECTION

ENVIRONNEMENT = BIEN COMMUN / MONÉTISATION RÉCENTE

- PLUSIEURS REPRÉSENTATIONS
- PROTECTION RÉCENTE
- TRAGÉDIE DES COMMONS

UNE PROTECTION DÉCLINÉE

- DIFFÉRENTS NIVEAUX DE PROTECTION
- DIFFÉRENTS PARAMÈTRES RÉGULÉS
- DIFFÉRENTS ACTEURS

UN OUTIL PARMIS D'AUTRES

DES CONTRAINTES (PARTICULIERS/ENTREPRISES)

UNE OPPORTUNITÉ

AMÉLIORER NOTRE ENVV/ MAITRISES LES IMPACTS/COMMUNICATION

INNOVATION – VECTEURS DE COMMUNICATION

LANCEURS D'ALERTE

# LANCEUR D'ALERTE

*Un lanceur d'alerte est une personne physique qui révèle ou signale, de manière désintéressée et de bonne foi, un crime ou un délit, une violation grave et manifeste d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, de la loi ou du règlement, ou une menace ou un préjudice graves pour l'intérêt général, dont elle a eu personnellement connaissance. Les faits, informations ou documents, quel que soit leur forme ou leur support, couverts par le secret de la défense nationale, le secret médical ou le secret des relations entre un avocat et son client sont exclus du régime de l'alerte ». (Loi « Sapin 2 » du 09 décembre 2016)*

**En résumé, le lanceur d'alerte est toute personne physique, citoyen, agent public ou salarié, signalant ou révélant une grave atteinte à l'intérêt général. La loi Sapin 2 exclut donc de la définition et par conséquent du régime général de protection les personnes morales (ex. une association, un syndicat, une entreprise).**

<https://www.youtube.com/watch?v=PE2FYxMJq8o>

<https://www.youtube.com/watch?v=C9sXwqJUTeE>

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Stéphanie\\_Gibaud](https://fr.wikipedia.org/wiki/St%C3%A9phanie_Gibaud)

<https://transparency-france.org/aider-victimes-de-corruption/lanceurs-dalerte/>

# DE LA MONDIALISATION AU TERRITOIRE



ETAT

- ETAT EXEMPLAIRE
- SNDD



COLLECTIVITÉS

- AGENDAS 21
- CIRCULAIRE OLYMPE (2006)



MÉNAGES

- ECOCITOYENNETÉ



ENTREPRISES

- RSE

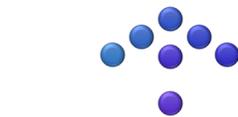
**4 cadres / 4 acteurs économiques du DD**

➤ NOTION DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

**COMMENT CRÉER LE LIEN ENTRE LES INITIATIVES ?**

# AGENDA 21

# GLOBAL- LOCAL LEVELS



## Agenda 21 d'établissement

Plan d'actions à l'échelle des établissements  
(Écoles, lycées, universités...)



## Agenda 21 Local (circulaire 2006 Olympe)

Plan d'actions à l'échelle des Territoires  
(régions, départements, communautés d'agglomération,  
communes)



## Agenda 21 de Rio

Plan d'actions à l'échelle mondiale

**The Framework** for Strong, Sustainable and Balanced Growth

# LES COLLECTIVITÉS : AGENDA 21, C'EST QUOI CONCRÈTEMENT ?

 C'est intégrer aux projets locaux toutes les composantes du développement soutenable

Équilibre entre court et long terme, conciliation des exigences économiques, sociales et environnementales, prise en compte des enjeux locaux

## Volonté d'aboutir à un développement local soutenable

- **Economiquement rentable** (économie d'argent)
- **Socialement souhaitable** (équité sociale)
- **Ecologiquement acceptable** (en douceur sans s'imposer dans l'extrême)

# L'AMÉLIORATION CONTINUE

Implication  
de toutes  
les parties  
prenantes  
internes et  
externe



1. Impulser la démarche



2. Organiser le pilotage



3. Réaliser le diagnostic partagé



4. Définir les axes de progrès et rédiger l'Agenda 21



5. Élaborer et mettre en œuvre le premier plan d'actions



6. Évaluer la pertinence des axes et les résultats du plan d'actions

## LES CLÉS DE LA DÉMARCHE AGENDA 21

# POUR Y PARVENIR ?

## 2 éléments indispensables à la réussite des projets



**Implication et participation**

**Des élus ↔ Des citoyens**



**Une démarche durable fondée  
sur l'Amélioration Continue**



## UNE VILLE SOBRE ET RESPONSABLE

- Biodiversité
- Limitation GES
- Consommation énergétique
- Gestion des ressources
  - Pollution
  - Recyclage

### ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

## VILLE DURABLE

### ENJEUX ÉCONOMIQUES

- 
- Activité économique
    - Commerces
    - Emploi
  - Développement des services
  - Valorisation foncier
  - Coût de la vie

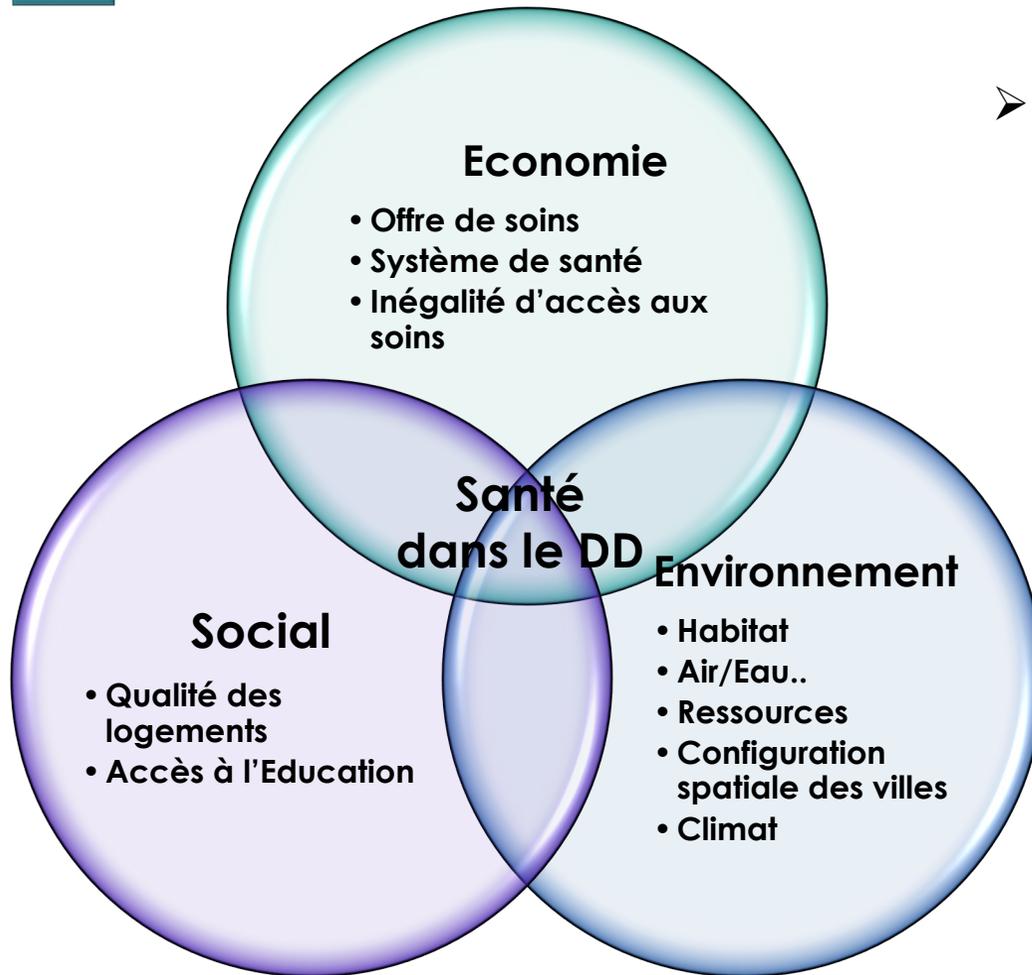
## UNE VILLE DYNAMIQUE ET ATTRACTIVE

### ENJEUX SOCIAUX

- 
- Qualité de vie
  - Mixité sociale
    - Santé
    - Sécurité
  - Accessibilité des services
  - Citoyenneté

## UNE VILLE RESPECTUEUSE ET AGRÉABLE

# HEALTH & SUSTAINABLE DEVELOPMENT APPROACH



## ➤ NAISSANCE DU CONCEPT VILLE SANTÉ EN PARALLÈLE À VILLE DURABLE

- Participer à l'offre de santé en insistant sur l'amont (éducation, prévention..)
- Permettre une accessibilité aux soins pour tous
- Être exemplaire, limiter son empreinte écologique et la contribution à l'effet de serre

# LES OBJECTIFS DES VILLES SANTÉ

## Ville santé

Réduire les  
inégalités

Promouvoir les  
priorités  
mondiales et  
européennes  
en termes de  
santé

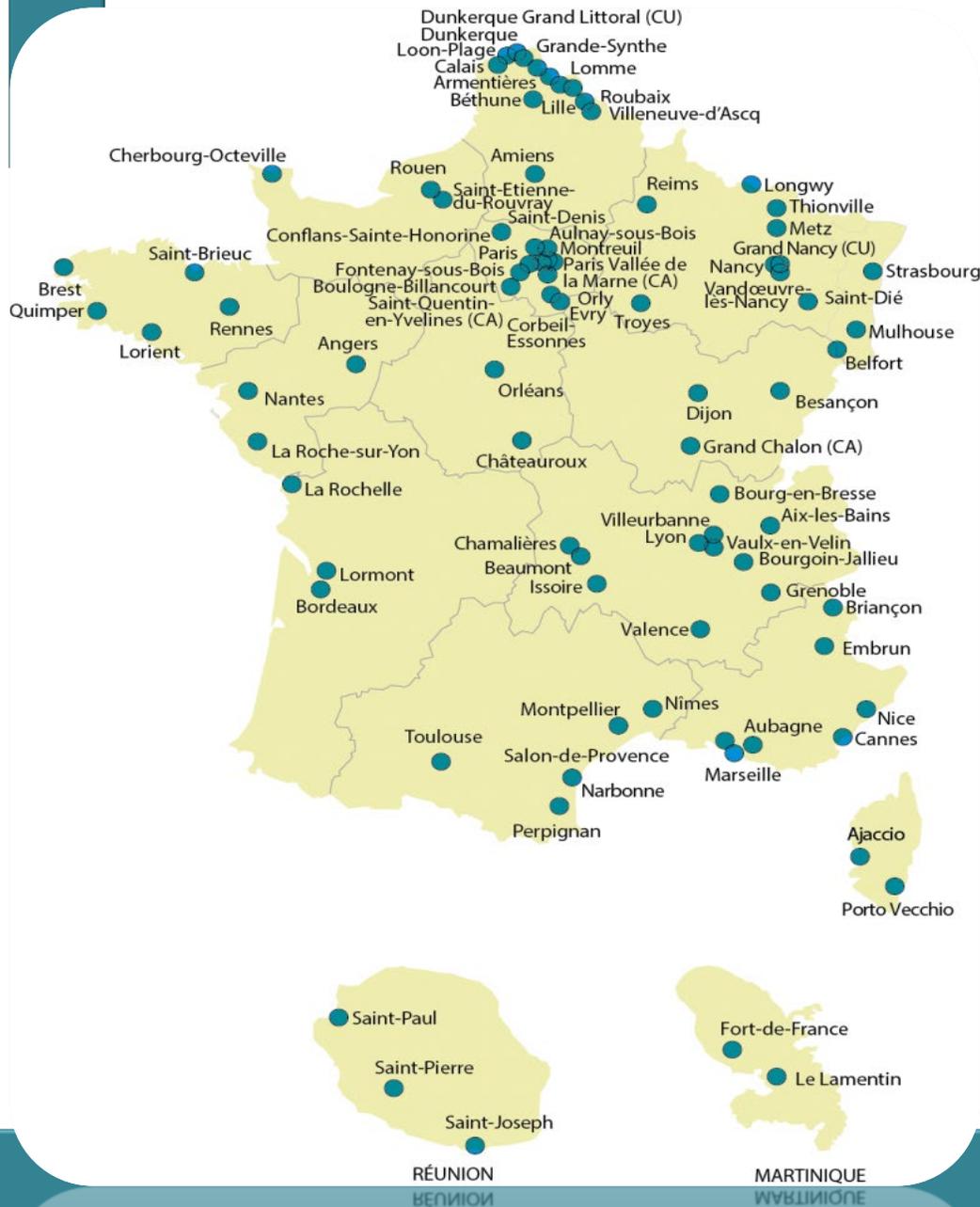
Positionner la  
santé dans les  
préoccupations  
politiques et  
sociales des  
villes

Promouvoir la  
bonne  
gouvernance et  
planification  
intégrée pour la  
santé

« Une ville santé n'est pas une ville qui a atteint un niveau particulier d'état de santé mais une ville qui se préoccupe de la santé et s'efforce de l'améliorer »

Tsouros 1990

# LE RÉSEAU VILLES SANTÉ EN FRANCE



- Rennes : 1<sup>ere</sup> ville santé en 1987
- Origine du réseau santé de 8 villes à 74 en 30 ans.
- Une ville santé agit pour créer et améliorer l'environnement physique et social, développer les ressources nécessaires aux fonctions inhérentes à la vie.

# NICE : UNE VILLE SANTÉ ?



VOTRE MAIRIE

VIVRE À NICE

CULTURE

DÉCOUVRIR NICE

NICE 2020

**NICE PRATIQUE**

## Santé et autonomie



### LUTTE CONTRE LA MALADIE D'ALZHEIMER

Nice, ville pilote en matière de lutte contre la maladie d'Alzheimer accueille notamment le Centre Pompidou, unique en France



### QUIZZ - LES ATELIERS MÉMOIRE

Avez-vous une bonne mémoire ? Testez vos connaissances et stimulez votre mémoire grâce à ce quizz conçu par les neuro-psychologues de la Ville de Nice



### LES VACCINATIONS

Toutes les informations sur les vaccinations. Séances de vaccinations publiques, conseils en cas de départ en vacances...



# NICE HAS A ROLE TO PLAY IN PROMOTING HEALTH

## ACTIVITÉ PHYSIQUE ET MOBILITÉS ACTIVES

### 4S : Sport, Santé, Seniors, Saint-Roch (Direction de la Santé Publique – Ville de Nice)



Ce projet a consisté à la fois à réaménager un quartier en intégrant la problématique santé (mise en place d'un parcours de marche) et à proposer un coaching individualisé aux personnes âgées. L'objectif est l'amélioration de la qualité de vie d'environ 4 000 seniors, de plus de 65 ans, habitant le quartier Saint-Roch en leur proposant des activités physiques et sportives tout en recréant du lien social.

### Seniors en Forme (Délégation à la Citoyenneté des Seniors et Direction des Sports – Ville de Nice)

Proposer la pratique d'activités physiques et sportives adaptées aux seniors (Tai Chi, Gymnastique douce) dans les Jardins Publics de la Ville. Activités encadrées par un animateur sportif dans le but de maintenir les seniors niçois en forme, en bonne santé et faciliter leur accessibilité à l'activité physique et sportive.

SENIORS  
CRECHES  
CANTINES  
AMENAGEMENT ESPACE



# NICE : UNE VILLE SANTÉ ?



Living Lab Santé Pavillon 2020



**27 DELVALLE**  
LA SANTÉ CONNECTÉE

**A PROPOS** **OFFRES** **AGENDA** **PROJETS** **PUBLICS**

**PROJET**

## MEDITES

Medites, projet visant à développer la culture scientifique auprès des jeunes des territoires prioritaires, ouvre un nouveau parcours "Conceptions d'objets connectés, impact dans le domaine de la santé".

[En Savoir Plus](#)

27 delvalle : le centre référence Santé à Nice



# CITY « REZÉ » : A BLINK

**PASSEZ AU DURABLE**

**ÇA MARCHE !**

**31 MARS - 3 AVRIL**  
**SEMAINE DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

**Nantes Métropole**  
Semaine du développement durable de Nantes Métropole  
Du 31 mars au 7 avril

Programme des animations de Nantes et des autres communes sur [www.nantesmetropole.fr](http://www.nantesmetropole.fr)

Informé sur papier recyclé - © Mairie de Rezé mars 2010 - Graphisme: Le Square Desbouléres

**I ♥ DD**  
de Rezé

Semaine du Développement Durable

**Programme**

**31** mars au **3** avril

Maison des projets

2010

**Rezé**

Éditions 2010 - PLUS D'INFOS [www.reze.fr](http://www.reze.fr)

**I ♥ DD**  
de Rezé

# METROPOLIS GRENOBLE : A SUPERHERO



VIE PRATIQUE NOUS CONNAÎTRE DÉCOUVRIR ENVIRONNEMENT DÉPLACEMENTS SOLIDARITÉS ÉCONOMIE PARTICIPATION

>> [Accueil](#) > [Vie pratique](#) > [Déchets](#) > [SuperTri, les vidéos](#)



## Vie pratique

Mobilité

### Déchets

- Moins jeter
- Quelle poubelle ?
- Conseils de tri
- **SuperTri, les vidéos**
- Jours de collecte
- Déchèteries
- Ressourceries
- Acheter un bac
- Colonnes à verre
- Déchets spéciaux
- Compostage
- Animations
- Professionnels
- Concertation collecte déchets
- Contact

Logement

Marchés

Eau potable

## SuperTri, les vidéos

De ses débuts à aujourd'hui, toutes les vidéos de SuperTri !



Découvre ci-dessous ma nouvelle vidéo !

Un doute ? Une question sur vos déchets

Appelez le  
**Numéro Vert**  
**0 800 50 00 27**  
(Appel gratuit à partir d'un poste fixe)

Ou remplissez le  
formulaire de contact  
"[Collecte et tri](#)"

# TOWNSHIP « COARAZE » : APERITIF LE LABEL AGENDA 21 LOCAL

**DERRIÈRE CHAQUE  
INITIATIVE LOCALE  
IL Y A DES  
ACTEURS ENGAGÉS**

**Aujourd'hui,  
C'est VOUS !**

**UNE DYNAMIQUE  
PARTAGÉE POUR  
LE VILLAGE  
DE COARAZE**

**REJOIGNEZ le  
COMITÉ DE PILOTAGE  
PARTICIPEZ au  
DIAGNOSTIC PARTAGÉ**

**Agenda 21  
Coaraze**

**AGENDA 21 LOCAL  
FRANCE**

Design ENWICOM

Savoir faire experts,  
profanes, politiques  
Naissance de  
innovations

Reconnaissance  
Agenda 21 local,  
valable 3 ans  
Accompagnement  
par un portail  
électronique

# LE DIAGNOSTIC PARTAGÉ

Adaptation du terme DD selon la volonté des élus

Projet prenant en compte les spécificités et capacités du territoire

Projet inscrit dans le long terme et la performance « PDCA »

Mise en place de la démocratie participative

### DU DÉVELOPPEMENT SOUTENABLE...

Le terme apparaît pour la première fois en 1987 dans le rapport Brundtland. Notre avenir à tous.

Le développement durable est un développement qui répond aux besoins actuels en laissant aux générations futures la possibilité de choisir et répondre (aux leurs).

Cette notion prend en compte 3 PILIERS INDISSOCIABLES :

- SOCIAL!
- ÉCONOMIQUE!
- ENVIRONNEMENTAL!

L'AGENDA 2002 (est un texte adopté par 178 états lors du sommet de la Terre de Rio en 2002). Il comporte 23 mesures correspondant à un plan d'actions à réaliser en faveur du développement soutenable.

### À L'AGENDA 21 LOCAL

L'AGENDA 21 (EST UN PROJET TERRITORIAL) est une démarche volontaire et qui s'appuie sur UN PROJET D'AVENIR PARTAGÉ PAR TOUS LES HABITANTS, LES ASSOCIATIONS, ENTREPRISES, COMMERÇANTS, ÉLUS ....)

Cette démarche MOBILISE, SENSIBILISE, et ASSOCIE TOUS LES ACTEURS du TERRITOIRE autour d'un PROJET COMMUN ET GLOBAL: "l'essor et le" développement de COARAZE.

LA DÉMARCHE nécessite la réalisation d'un **DIAGNOSTIC PARTAGÉ** entre élus, services municipaux et habitants de COARAZE pour aboutir à une stratégie et un plan d'actions concrets et opérationnel. Dans cet objectif, **UN COMITÉ DE PILOTAGE** sera créé!

**VOUS pouvez en faire partie!!!**



### QUEL EST L'OBJECTIF ?

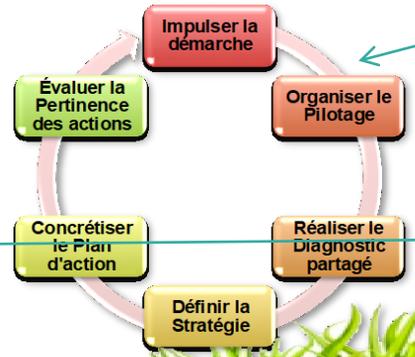
Une démarche de développement durable est une démarche à long terme visant à assurer la pérennité de la commune et à améliorer le quotidien de chacun.

- Amélioration de la vie sociale, des services et infrastructures!
- Économies d'argent par la réduction des consommations d'énergies!!
- Valorisation de l'activité économique locale!..!

**LES ACTIONS ET OBJECTIFS DOIVENT ÊTRE DÉFINIS EN FONCTION DES BESOINS ET CAPACITÉS DE COARAZE!**

Le dynamisme constant de COARAZE fait de la commune un terrain d'accueil pour la réussite d'une démarche de Développement durable. C'est pourquoi le Conseil Municipal a décidé de s'engager pour la mise en œuvre d'un AGENDA 21.

### UNE DÉMARCHE D'AMÉLIORATION CONTINUE




# UNIVERSITY : A DAY WITH WASTE COLLECTION AND BOTANICAL ATTRACTION



**Idées Durables !**  **JE U LABEL ID**

Exprimez Vous !

**AGISSEZ POUR VOTRE CAMPUS !**

- Comment fédérer la population autour d'une cause commune ?
- Quels thèmes aimeriez vous aborder dans nos soirées débats ?
- Comment améliorer les échanges entre promotions au sein d'un campus ?
- Comment sensibiliser la population aux gestes durables (tri, consommation, achats ...) ?

QUE FERIEZ-VOUS ?

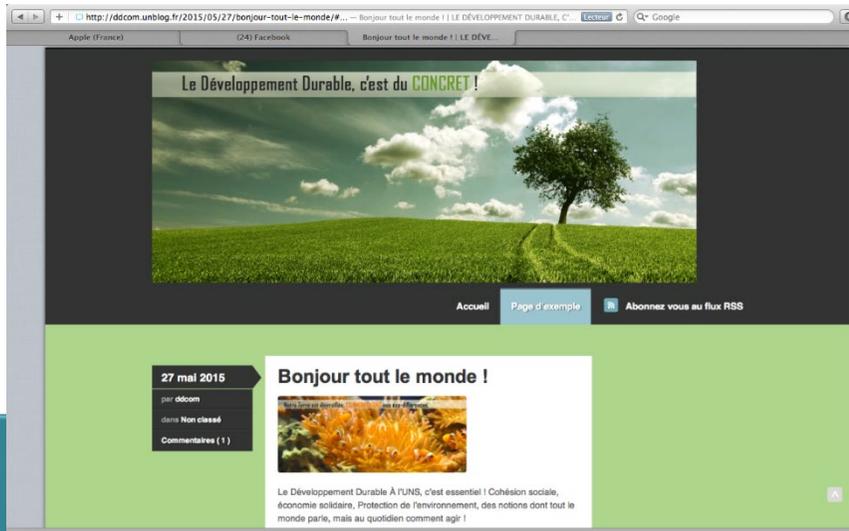
[www.envicom.fr](http://www.envicom.fr)



Les valeurs ne sont durables que si elles sont participatives



Ecrivez votre belle idée au dos du coupon



Le Développement Durable, c'est du **CONCRET** !

Bonjour tout le monde !

Le Développement Durable À l'UNS, c'est essentiel ! Cohésion sociale, économie solidaire, Protection de l'environnement, des notions dont tout le monde parle, mais au quotidien comment agir !



À l'occasion de la semaine européenne du développement durable (DD), les étudiants du master 2 Ingénierie pour les Systèmes de Santé et l'Autonomie, en collaboration avec la Mission Plan Vert de l'UNS vous invitent

**Vendredi 5 juin 2015**  
de 10h00 à 14h00  
dans le parc de Valrose,  
28, avenue Valrose, 06100 Nice  
Rendez-vous sur les pelouses à l'entrée du parc

**Au programme de la manifestation**  
« Le DD, c'est concret » :

- exposition sur le thème du développement durable ;
- dégustation de produits locaux, de saison et bio ;

**11h30-12h30 et 12h30-13h30 :**  
visite du parc pour découvrir la gestion différenciée des espaces verts, les ruches, la fabrication du compost et la botanique sous l'angle de l'utilité des conifères, guidée par Dr Lauren-Claire Cauro, chargée d'enseignement, Dr Anne-Violette Lavoit, Maître de Conférences, et Gilles Llorca, chef jardinier de Valrose ;

**13h00-14h00 :**  
« le devenir du textile après collecte » : ateliers animés par SES Collectes Recyclage, entreprise adaptée.

**PARTICIPEZ À UNE GRANDE COLLECTE**  
pour favoriser le emploi (via des associations) et le recyclage de :  
vêtements et linge de maison, propres et secs, même usés  
chaussures, même usées, liées par paires, sacs à main,  
peluches, livres et disquettes - « floppy disks ».



Projet soutenu par les Trophées de l'Environnement et la Maison de l'Environnement de la Ville de Nice.




VILLE DE NICE

Pour tout renseignement : 07-82-08-33-25 ou 06-10-35-71-57

# SUSTAINABLE DEVELOPMENT PROJECT FOR HOSPITAL

Recensement et mise en valeur des actions existantes

Planification d'actions nouvelles

Principe : Intégrer les améliorations possibles (coût constant et rentable)

Création des écocampagnes : Communication / Formation

Partager la culture DD pour aboutir à des petits gestes, partagés par tous

Suivre avec des indicateurs

Etablir des rapports



# HOSPITAL : ISSUES & OBJECTIVES OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT

- Acteurs de santé publique et Employeurs (plus d'1 million de salariés)
- Acheteurs (15 milliards d'€uros d'achats)
- Bâtiments (plus de 60 millions de m2)
- Entreprises consommatrices et émettrices de flux (eau, déchets, produits chimiques, énergie...)
- Participent à la vie locale : accueil du public, déplacements, aménagements de l'espace...

Participer à l'offre de santé en insistant sur l'amont (éducation, prévention, dépistage, accessibilité aux soins...)

Améliorer le cadre de vie des patients

Améliorer les conditions de travail du personnel soignant

Réaliser son bilan carbone et limiter son empreinte écologique

Traiter et gérer des déchets dangereux



# MEASURING TOOL: BAROMETER

Domaines concernés :

**Management**



**Communication**



**Economie Ressources**



**Déchets**



**Transports**



## Baromètre

Outil de mesure dans la  
**convention**

(Ministère DD & santé et ADEME)

Elle évalue les progrès et les  
résultats

# ECO CAMPAGNE DU CHU



## LE CHU DE NICE SOUS LE SIGNE D'UNE ÉCO-CAMPAGNE !

La Certification V2010 a mis cette thématique en exergue et nous devons, avant la fin de l'année apposer la preuve que la recommandation de la Haute Autorité de Santé peut être levée. La gestion des déchets est une priorité, à la fois pour garantir la sécurité des personnels et des usagers, mais aussi dans une perspective de développement durable : produire et consommer en respectant l'environnement et l'individu.

Les hôpitaux tiennent une place importante dans la production de déchets. Chaque année, ils génèrent environ 700 000 tonnes de déchets, soit 3,5% des déchets français tous flux confondus. Les autorités et la réglementation sont donc de plus en plus attentives à cette question.

Dans ce contexte, le CHU de Nice souhaite rester vigilant et poursuivre ses efforts. C'est pourquoi, dans le cadre de la politique d'établissement et de son programme qualité, l'institution s'engage notamment pour les trois années à venir, sur un axe développement durable incluant la gestion des déchets.

### 3 objectifs sont fixés :

- ☑ sécuriser les circuits de gestion des déchets conformément à la réglementation ;
- ☑ respecter les règles d'hygiène et garantir la sécurité des professionnels et des patients ;
- ☑ valoriser certains déchets et réduire les coûts liés à leur élimination ;



Pour les atteindre, la mobilisation de tous est indispensable. C'est pourquoi, la Direction Parcours Patient Qualité Risques Evaluation (DPPQRE) lance une « Eco-campagne » de sensibilisation qui concentrera sur le dernier trimestre 2011, une déclinaison d'opérations multiples : formation, information, évaluation.

### Au programme :

☑ une « Eco-journée » organisée aujourd'hui dans les ailes du CHU (Gimiez, St Roch, Pasteur, Achet, Ende, blanchisserie, CHU-Lenval) : repas spécifique, posters d'information, jeu.

☑ un « Eco-quizz » testant les connaissances en matière de tri de déchets. Il sera associé à une tombola qui permettra de tirer au sort XX gagnants parmi les bulletins comportant les bonnes réponses. L'« Eco-quizz » sera diffusé avec le journal interne de fin octobre.

☑ un programme de formation obligatoire des professionnels au respect des filières de tri et d'élimination des déchets garantissant la sécurité des agents, des patients et de l'environnement. Les supports de cette formation seront un « Eco-code » et un « Eco-guide des bonnes pratiques » : dès le mois de novembre.

## OBJECTIFS

- ☐ Sécuriser les circuits
- ☐ Respecter les **règles d'hygiène**
- ☐ Garantir la **sécurité** de tous
- ☐ **Valoriser** les déchets
- ☐ **Réduire les coûts** de gestion

## PLAN D'ACTIONS

- ➔ **Éco-journée**
- ➔ **Éco-quizz**
- ➔ **Éco-code** et Éco-guide des **bonnes pratiques** (Programme de formation des professionnels)

## COMMUNICATION

Intranet, Journal du CHU, Affichage...

# ECO CAMPAGNE DU CHU

**L'ÉCO-JEU**  
TESTEZ VOS CONNAISSANCES

**eco**  
Campagne

« JEU N° 1 »

1. Combien de tonnes de bois économise-t-on en recyclant une tonne de papier ?  
 1 tonne  
 1,4 tonnes  
 1,8 tonnes

2. Une tonne de plastique recyclée correspond à :  
 500 kg de pétrole économisés  
 600 kg de pétrole économisés  
 700 kg de pétrole économisés

3. Quelle est la quantité de déchets ménagers produite chaque année pour un habitant de l'agglomération de Nice ?  
 515 KG  
 468 KG  
 350 KG



« JEU N° 2 »

Trouvez les mots correspondants en remettant les lettres dans le bon sens.

1. On peut laisser les .....(NBCOSOHU) plastiques sur les bouteilles : maintenant on les .....(ERYLECC).

2. Il faut plier les .....(SCRNOAT) avant de les déposer ou les entreposer : c'est un gain de place et une économie pour le .....(TASOTRNP).

3. La .....(NAVRLOOITISA) consiste à considérer les .....(SDEEHCT) comme une ressource à exploiter et non comme des rebuts dont il faut se .....(RDAESBRERAS).

« JEU N° 3 »

Qui est qui ?

1. Risque Radioactif  
2. Risque Infectieux  
3. Risque Toxique



« JEU N° 4 »

Flêchez →

1 mois	6 mois	5 ans	6 ans	100 ans	100 à 1000 ans	non dégradabile
						
Bouteille plastique	Cigarettes	Journaux	Pot de yaourt	Piles	Chewing gum	Sac plastique

◆ Développement Durable

◆ Gestion des déchets

◆ Le tri en santé

◆ Eco-Jeu Quizz

# ECO CAMPAGNE DU CHU



## COMMENT S'Y RETROUVER ?

**LES PICTOGRAMMES** - Des outils pour avertir du danger et protéger

Protection	Avertissement		Nouvelles règles d'étiquetage		
					
Port obligatoire des gants	Risque Infectieux	Risque Toxique	Risque Radioactif	Cancérogène Mutagène Reprotoxique	Danger pour l'environnement

**LES NORMES** - Des outils volontaires exprimant notre savoir-faire

					
Système Management Environnemental et gestion des déchets	Système Management Qualité et gestion des processus	Responsabilité Sociétale et Environnementale	Certification Européenne Norme de Conformité des Produits	NF ISO 31000 Système Management des Risques	15189 Exigences Qualité et Compétence des laboratoires d'analyses

**LES LABELS** - Des outils de communication créés par les entreprises

					
Anneau de Moebius Produit, emballage recyclable ou contenant 65% de matières recyclées	Point Vert Le distributeur contribue financièrement au programme Eco-emballage	Ecolabel Français Produit présentant des impacts financiers moindres sur l'environnement	Ecolabel Européen Produit présentant des impacts moindres sur l'environnement	Produit issu de l'agriculture biologique française	Produit issu de l'agriculture biologique européenne



## FACTEURS INFLUENÇANT LA FORMATION

- ➔ Multiplicité des sources d'informations
- ➔ De nouvelles réglementations à appliquer (révisions 2015 des systèmes normatifs)
- ➔ Les connexions avec le quotidien
- ➔ Le comportement éco-citoyen
- ➔ L'éducation
- ➔ La fréquence
- ➔ Le mode de communication ...

# SD IN HOSPITALS

## Lauréats :

- Meilleures initiatives environnementales
- Meilleures démarrage dans le DD
- Le manager DD de l'année
- Mini budget / Maxi résultats

## Les ingénieurs ont un rôle déterminant dans :

L'Economie  
Eau et Energie

- Suivi des consommations
- Plan d'actions pour la Réductions des consommations

La Gestion  
des déchets

- Réduction des déchets
- Valorisation, Recyclage

Les Transports

- Plan de déplacements
- Formation Eco-conduite

## Le pari du développement durable à l'hôpital

### Les atouts pour gagner

- Un hôpital est réputé pour sa maîtrise de la RSE (responsabilité sociale des entreprises)
- Un hôpital responsable mais patient, gourmand en énergie, producteur de déchets, usage de biens...
- Un hôpital porteur de valeurs sociales
- Des actions leaders : bas carbone, universalité, accès, efficacité, innovation
- Un processus innovant et accessible à la préservation de l'environnement

Des conditions réunies pour réussir l'hôpital durable

### Les moyens pour se lancer

- Une politique publique : charte de l'environnement, loi Grenelle et loi de programmation relative à la sécurité des établissements de santé (2010) et loi de modernisation de notre système de santé (2016)
- La certification HAS
- Le label hôpital durable
- Les Agences de santé
- Le projet d'établissement
- Des réseaux existants
- Le partage d'expériences
- Des formations : CHU, ADEME, AFEP, SFI, Comité FD Prévention...
- Une plateforme : [technologies.hospitals.com](http://technologies.hospitals.com)
- Des sites internet : [www.HFH.fr](http://www.HFH.fr), [www.hospitals.com](http://www.hospitals.com)

### Les partenaires qui s'engagent

### Les exemples de succès

#### CONSTRUCTION ET RECONSTRUCTION DES BÂTIMENTS

**CH de Clermont**  
Réduction de la consommation et usage d'énergie renouvelables d'énergie.

**CH de Nice**  
Reconstruction au planis d'hôpital avec le double avec usage d'énergie renouvelable (MUR).

**Management**  
**CH Espagnol à Limoges**  
10 équipes de travail, 12 actions engagées, 46 % des agents formés au DD.

#### ACHATS

**AP-HP, Paris**  
Achat de papier recyclé et engagement : emploi de personnes handicapées pour l'entretien des espaces verts.

**CH Louis Pasteur à Orléans**  
Achat de déchets à recycler par circuit court, choix des produits issus de l'agriculture régionale après 0,25 cent.

**Communication et Ressources Humaines**  
**CH Robert Ballanger à Aubray-sur-Loire**  
Organisée en 2014 avec 50

#### BIENS

**Centre de lutte contre le cancer Alexis Vautrin à Vandœuvre-lès-Nancy**  
10 000 m² d'isolant.

**CH de Malherbe**  
Collecte à domicile des déchets de moins de 20 kg.

**CHU de Tours**  
Collaborer avec 1000 de 40 tonnes par an grâce à la transformation en base de polygène de recyclage.

**TRANSPORTS**  
**CHU de Tours, Bordeaux, Angers**  
Plans de déplacements.

La FHF soutient les établissements, coordonne les actions, partage les expériences, valorise les résultats, récompense les équipes.

**La FHF pour avancer**

Mme Christine Baret, chargée de développement durable : [developpement@hhf.fr](mailto:developpement@hhf.fr), 01 44 06 30 37

# LE DÉCLENCHEUR : L'ENJEU FINANCIER

Constat de 2012 :  
23,6% de DASRI  
152 tonnes de DASRI  
106 300 euros

Constat de 2014 :  
13,4% 140 tonnes de  
DASRI  
93 200 euros

**660 euros la tonne**

**Objectif** : Diminuer le tonnage de DASRI pour  
atteindre **20%**,  
soit **23 tonnes/an** en moins (**2 tonnes/mois**)

# THE MOST BEAUTIFUL TRASH COMPETITION

- I) Vision théorique
- II) Vision terrain
  - 1. Les chiffres
  - 2. L'évaluation des connaissances
  - 3. L'enquête d'observation du matériel à disposition pour le tri des DASRI
  - 4. **Concours de la plus belle poubelle**
  - 5. Eco campagne du CHU
- Conclusion

**Concours de la plus belle poubelle « DASRI »**

Qui gagnera les 100 euros de dosettes à café ?

Services concernés :  
A4 – BLOC – USC – B3 – B4 – RADIOLOGIE – HDJ 2 – HDJ/HDS  
– SOINS EXTERNES – RADIOTHERAPIE EST

**Rendez-vous la semaine 26 !!!**



Avant



Après



# EVALUATION OF KNOWLEDGE

## Les résultats :

- **Manque d'information** sur le tri des DASRI
- **Forte participation** du personnel

## Les Actions :

- Support visuel
- **Article** C'est à Lire
- **Enquête matériel** à disposition pour le tri des DASRI

Questions	1	2	3	4	5	6	7
Taux de réussite	46 %	87%	98%	68%	35%	91%	93%

# EVALUATION OF KNOWLEDGE

## La participation :

- 464 questionnaires distribués
- 250 questionnaires remplis
- **53,88 % de participation**
- 29 professions évaluées



Naissance d'une EPP  
« TROP DE DASRI »

Le CAL produit chaque année plus de 152 tonnes de DASRI, pour un coût de 106 000 euros



Etes-vous sûr de bien trier les DASRI ?

Rendez-vous le  
Mardi 11 Juin de  
11h30 à 14h au self  
pour vous tester

# CAL : BILAN MITIGÉ

## **Bilan de la démarche :**

- Forte participation du personnel au projet
- Améliorer l'information du personnel

## **Limites :**

- Pérenniser la démarche (Effet soufflet)
- Adhésion du personnel à la démarche (le personnel doit être acteur)
- Prolonger la formation dans la vie des personnes à l'hôpital
- Les consignes sont-elles réellement suivies dans la « vraie vie » ?

# QUELS AVANTAGES ?

- Des **avantages économiques et sociaux** => **Attractivité**
- Une **maitrise du budget** (énergie, eau, achats...)
- Une **anticipation des exigences réglementaires** « ce qui est fait n'est plus à faire! »
- L'émergence d'une **nouvelle dynamique**
- Une implication des **entreprises locales**



## II. LES POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES AU SEIN DES STRATÉGIES D'ENTREPRISE

### Le développement durable en entreprise



Politique environnementale  
Système Management environnemental (iso 14001)



## À l'échelle de l'entreprise

Prise de conscience  
Politiques internationales

Enjeu



Protection de l'environnement  
Santé humaine



Demande de référentiels



**Acteurs socio-économiques**

- Évaluer les activités vis-à-vis de l'environnement
- Mettre en œuvre et démontrer leur engagement

**EN NORME ISO 14001 (OCTOBRE 1996)**

CEN 21/08/96

**Exigences du S.M.E.**

- Élaboration
- Mise en œuvre
- Maintenance
- Évaluation

# UNILEVER : « YOU ARE THE BOSS »



# SYSTÈME MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

➔ Méthodes de gestion interne et d'organisation de l'entreprise

➤ Prendre en compte systématiquement l'impact des activités de l'entreprise sur l'environnement

➤ Evaluer cet impact à travers « **l'écobilan** » et le réduire

➔ Une technique de management reposant sur une approche systémique

➤ Engagement des décisionnaires au plus haut niveau hiérarchique

➤ Le SME s'appuie sur une véritable politique environnementale



## 1° EXIGENCE : LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

La **direction à son plus haut niveau** doit **définir la politique environnementale** et s'assurer qu'elle :

- est **appropriée** à la nature, à la dimension et aux impacts environnementaux de ses activités, produits ou services
- comporte un **engagement d'amélioration continue** et de prévention de la pollution
- comporte un **engagement de conformité** à la législation et à la réglementation environnementales applicables et aux autres exigences auxquelles l'organisme a souscrit
- donne un **cadre général** pour l'établissement et l'examen des **objectifs et cibles environnementaux**
- est documentée, mise en œuvre, maintenue et **communiquée à tout le personnel**
- **est disponible pour le public**

## Guide de rédaction d'une politique qualité

La vocation de « *nommer l'entreprise* » est de réaliser « *énumérer les produits* » destinés aux « *énumérer les typologies de clients* » évoluant dans « *énumérer les domaines d'activités* ».

Compte tenu de notre/nos multiples (*option*) activité(s), pour répondre :

- aux exigences clients ;
- aux exigences issues de la politique du Groupe ;
- aux exigences du personnel ;
- aux contraintes légales et réglementaires.

La politique de « *nommer l'entreprise* » vise la satisfaction durable de nos clients : cela se traduit par une meilleure écoute de ce qu'ils attendent de nous et une maîtrise plus sûre de l'ensemble des risques liés aux activités mises en œuvre pour le satisfaire et l'amélioration continue.

J'ai choisi en tant que directeur, ayant pouvoir de décision, d'orienter l'ensemble de nos activités vers les axes suivants :

- « *Citer ici les axes de la stratégie de l'entreprise* ».

Pour mener à bien cette politique qualité, je définis les objectifs suivants :

- « *Citer ici les objectifs qualité mesurables en lien avec les axes stratégiques.* »

Je m'engage à mettre à disposition les moyens nécessaires à la mise en œuvre de ma politique, au déploiement des objectifs qualité et à l'amélioration continue du système de management de la qualité.

La politique qualité est diffusée à tous les niveaux par « *énumérer les outils de communication utilisés* » et entretenue par des indicateurs et des commentaires.

Nom et signature de la Direction



## UN VÉRITABLE ENGAGEMENT

La direction d'une entreprise doit s'engager :

- **Sensibilisation** et la **formation** du personnel à cette démarche environnementale
- **Entreprises partenaires** éventuelles dans la même démarche
- Respecter la **législation** et les **réglementations** applicables aux activités
- Respecter une démarche de **prévention de la pollution** et d'**amélioration** continue des performances environnementales dans les domaines :
  - ***gestion des déchets***
  - ***maîtrise des consommations*** de l'eau, de l'énergie et des fluides
  - ***amélioration des systèmes d'information*** liés à l'environnement
- À poursuivre et améliorer la **communication** avec les politiques, les citoyens.

# DEUX APPROCHES

- **L'approche " organisme "**

" Eco-audit " ou une démarche de certification ISO 14001 ou EMAS

- outil de gestion interne à l'entreprise,
- principe de l'amélioration continue.



- **L'approche " produit "**

→ concevoir ou à améliorer les produits

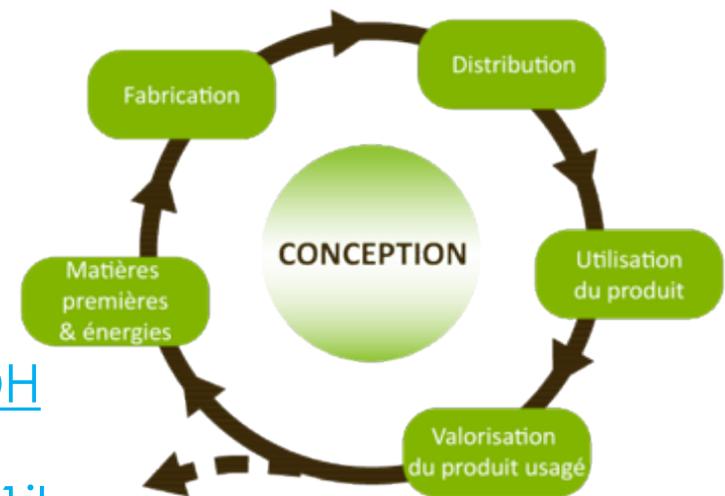
→ minimiser l'ensemble de leurs impacts sur

l'environnement, à toutes les étapes de leur cycle de vie

→ ECO-CONCEPTION

<https://www.youtube.com/watch?v=xlfikbDHMfk>

<https://www.youtube.com/watch?v=l-klwPEb1ji>



- L'environnement devient progressivement l'une des principales composantes du management des entreprises, des collectivités, des administrations... : c'est ce qu'on appelle le **management environnemental**.

En France, cette démarche, pivot du développement durable, est encouragée par les autorités publiques et bénéficie du soutien de l'ADEME.

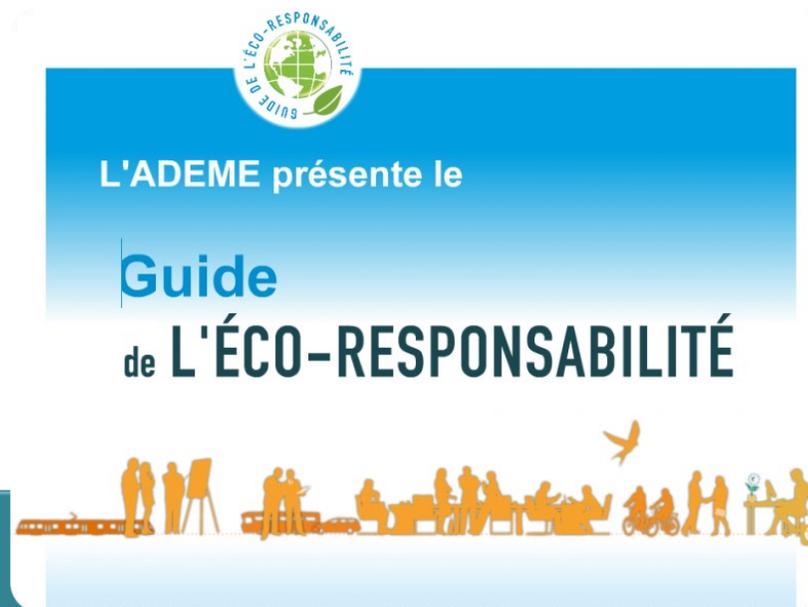
[http://www.ecoresponsabilite.ademe.fr/img/presentation\\_video.swf](http://www.ecoresponsabilite.ademe.fr/img/presentation_video.swf)

KPMG

SUSTAINABILITY SERVICES

22 bonnes pratiques pour améliorer durablement votre rapport annuel

AUDIT & ADVISORY



## Approche site et approche produit

La prise en compte de l'environnement s'est d'abord limitée à des mesures curatives. Typiquement, chaque fois qu'un impact environnemental était constaté (et pour peu que la réglementation y poussait), on mettait en place un système destiné à le traiter.

 **Exemple**

Les eaux polluées par les rejets d'une entreprise ou d'une collectivité sont traitées dans une station d'épuration.

Progressivement, l'accent a été mis sur des mesures préventives, de sorte qu'indépendamment du cadre législatif ou réglementaire, des solutions technologiques et des mesures organisationnelles sont mises en place dès qu'un impact environnemental est constaté.

 **Exemple**

Pour réduire les pluies acides, on doit réduire les émissions de dioxyde soufre et donc installer des filtres adéquats, et on mesure ses émissions (mise en place d'indicateurs).

Fortes de cette expérience, les "entreprises" se sont ensuite aperçues que **l'environnement était une composante à part entière de leur développement stratégique** 🌱, dès lors qu'elles s'engageaient dans des démarches volontaires de management environnemental.

Évidemment, les entreprises qui ont mis en place un **SME** ✨ se sont intéressées prioritairement aux impacts générés par leurs activités. On parle d'**approche organisme ou d'approche site**. un site fabriquant généralement plusieurs produits.

- ✶ Eco-conception
  - 📄 Introduction
  - Conception
  - 📄 De la conception à l'éco-conception
  - ✶ L'éco-conception, une composante du management environnemental
    - 📄 **Approche site et approche produit**
    - 📄 Amélioration continue
    - Approche multi-étapes et multi-critères
    - Pourquoi éco-concevoir ?
    - Comment éco-concevoir
    - 📄 Test de connaissances
    - Les outils de l'éco-conception
    - Étude de cas



## Démarches volontaires

Dans ces normes figurent des éléments relatifs à la mise en œuvre d'une politique environnementale, à sa démonstration et à son évaluation.

Voici la cartographie des différents documents ISO 14000 "management environnemental" :

### **Mise en oeuvre d'une politique environnementale**

**Organismes (sites) : Système de management environnemental (14004, 14061)**

**Produits : Prise en compte de l'environnement en conception (14062 parution 2003, France : FDX 30 310)**

### **Démonstration**

**Système de management environnemental (14001)**

**Etiquetage environnemental (Série 1402X)**

### **Outils d'évaluation**

**Evaluation des performances environnementales (Série 1403X)**

**Analyse de cycle de vie (Série 1404X)**

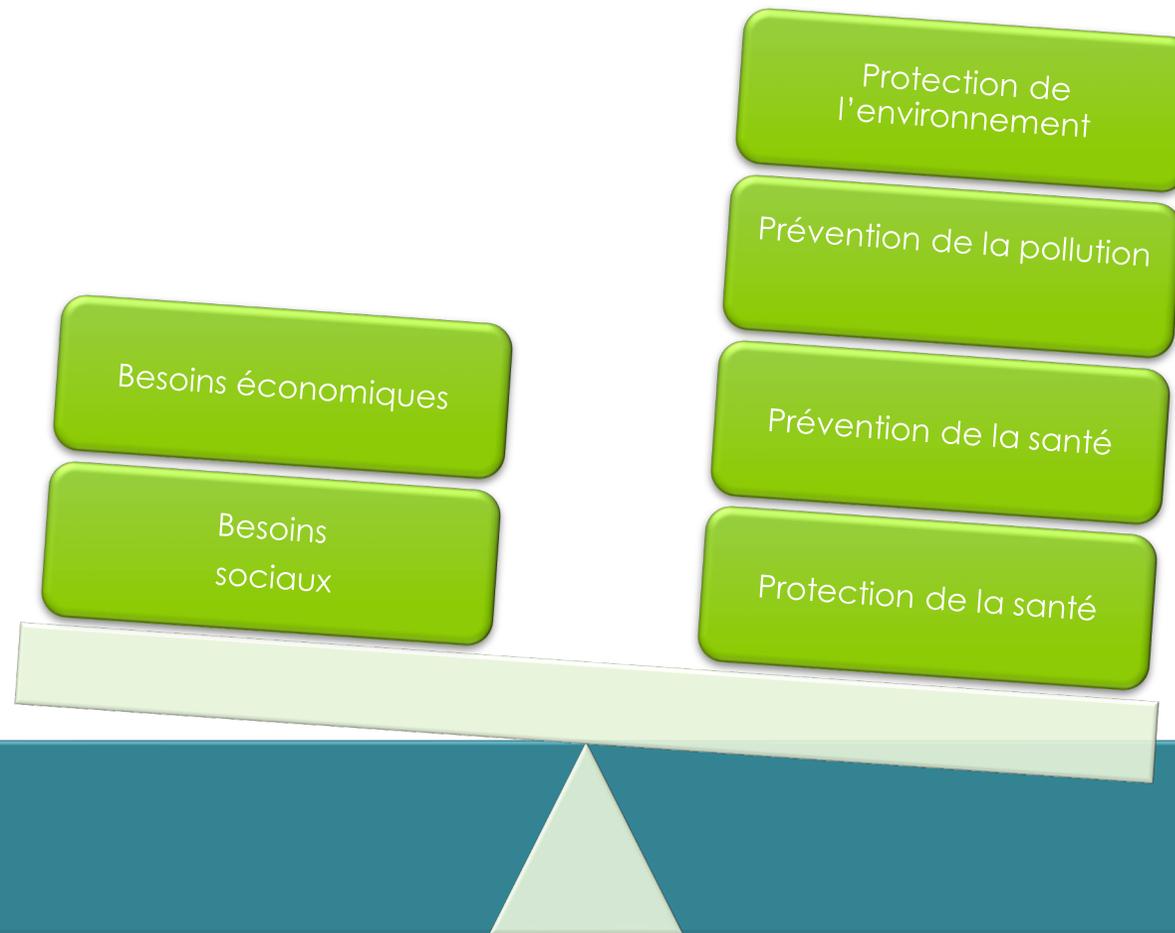
**Terminologie Termes et définitions (14050)**



RÉGLEMENTATIO  
N

# EQUILIBRE

PERFORMANCE





**Assurer la performance  
environnementale**



Satisfaire aux exigences

- légales (cadre + strictre)
- politiques de l'organisme

### **S.M.E.**

- Intégré à l'ensemble des activités de management (sécurité , qualité)
  - Applicable à tous les types et toutes les tailles d'organismes
  - Adaptables à des situations géographiques, culturelles et sociales
  - Succès lié à l'engagement de tous les niveaux et fonctions de l'organisme (niveau le plus élevé : la direction en particulier)
  - Permet d'établir et d'évaluer l'efficacité des procédures
  - Démontre la conformité de l'organisme à autrui
- 

## Les avantages pour les entreprises

Le management environnemental présente de nombreux avantages pour une entreprise, quelle que soit sa taille.

- gérer ses contraintes réglementaires ;
- répondre aux exigences de ses donneurs d'ordres ;
- construire une relation de confiance avec ses partenaires (actionnaires, banques, assurances...)
- optimiser ses coûts et maîtriser ses risques ;
- pérenniser et améliorer sa compétitivité ;
- mobiliser son personnel autour d'un sujet fédérateur ;
- favoriser son intégration dans la vie locale.

L'approche produit permet à l'entreprise → innover et améliorer ses produits en satisfaisant ou en anticipant les attentes du marché.

Ainsi, d'année en année, les entreprises françaises confirment leur intérêt pour cette démarche.



# AVANTAGES D' UN SME

- **Au niveau Administratif**

- La prise en compte des exigences législatives et réglementaires.
  - Respect de la communication et de la transparence.
- Mettre en place une bonne gestion de la réglementation et diminuer les risques pénaux.

# AVANTAGES D' UN SME

- **Au niveau Organisationnel**
  - Instaurer une structure au sein de l' organisme.
    - Cela engendre des gains de temps, de rendement et de compétitivité.
  - Amélioration des performances et mobilisation du personnel.
    - Décloisonnement des différents services, méthodes de travail transversale et cohérence des actions entreprises.
  - Motivation du personnel.

# AVANTAGES D'UN SME

- **Au niveau Economique**
  - Une maîtrise des coûts induit par la démarche.
    - Réduire certains coûts engendrés par les pollutions du milieu et les accidents.
  - Révéler des dysfonctionnement de gestion.
  - Mettre en place une amélioration du contrôle des dépenses.
  - Limiter les risques de pertes d'argent liées à des actions non cohérentes entre elles ou à des erreurs induites par un raisonnement à court terme.



## L'environnement, un argument pour les consommateurs

Les consommateurs prennent en compte l'argument écologique dans leurs achats. D'autant plus que celui-ci, apparu dans les années 1980, est désormais légitimé par différents écolabels.

Ainsi, par exemple, les deux tiers des Français achètent leurs appareils ménagers en se référant à l'étiquette énergie, qui indique le degré de sobriété des produits.

## COÛTS ET BÉNÉFICES D' UN S.M.E.

Développement d' un S.M.E. = ressources non négligeables

**Rentable à  
moyen terme**

- Formation et motivation du personnel
- Temps de mise au point
- Rédaction des procédures
- Recours à des consultants (analyse environnementale)

➤ Coûts moyens en € de mise en place & entretien du SME, selon la taille de l' entreprise

Taille de l' entreprise	1-49 employés	50-249 employés
Mise en place		
• <i>Coûts internes</i>	21700	47400
• <i>Frais de conseils</i>	13800	17100
Frais de certification	6600	10500
Coûts d' entretien/année	10500	26300
Coûts totaux	61200	101300
Coûts totaux/employé	3500	1000

**Avantages financiers moyens : 110000€ Délai d' amortissement : 2,2 ans**

Outil volontaire => la certification n'est pas nécessaire

MAIS

## Avantages de la certification

### En interne

- Maîtrise économique des matières premières
- Meilleure gestion des déchets
- Rationalisation de la production
- Renforcement de la sécurité juridique
- Motivation du personnel, augmentation de l'implication des cadres

### Vis à vis de l'extérieur

- Meilleure image auprès de la clientèle
- Augmentation de la compétitivité
- Transparence vis à vis des partenaires économiques
- Amélioration des relations avec les organismes publics et le voisinage



Stratégie
-----------

Concurrence
-------------

Système utilisable pour :

- certification / enregistrement
- et/ou autodéclaration (assistance générique à l'organisme)

**Limites de la norme :**

- Pas d'exigences absolues en matière de performance environnemental
- Pas de garantie de résultats environnementaux optimaux
- N'aborde pas les exigences en terme de sécurité et d'hygiène
- Finalités différentes des normes de qualité (besoins clients)

➤ **S.M.E. adaptable au système de management existant**



# INCONVÉNIENTS D' UN SME

- Le principal inconvénient est le temps nécessaire de dégager à une personne de l'entreprise afin de réaliser l'état des lieux et plan d'action puis, pour la mise en place du SME.
- Les coûts de la formation du personnel
- Achat de nouveaux équipements
- Embauche de nouveau personnel pour contrôler le système.

# CONCLUSION

- Les acteurs de la mondialisation ont pris conscience des problèmes liés à l'environnement et ont visé à mettre en place le développement durable à travers des outils « soft law ».
- Les entreprises ont repris l'idéologie du DD et mis en place des SME dans leur structure, ce qui peut être l'occasion de détecter des nouveaux besoins pouvant initier la création de nouvelles activités.  
→Création d'emplois ou réorganisation des ressources humaines.
- Participer au développement économique local ou professionnaliser et valoriser les métiers sont donc des conséquences possibles d'une telle démarche.
- <https://www.youtube.com/watch?v=MiCsvOWtUjY>
- [http://www.dailymotion.com/video/xlvhip\\_kalundborg-symbiose-industrielle-au-danemark\\_webcam](http://www.dailymotion.com/video/xlvhip_kalundborg-symbiose-industrielle-au-danemark_webcam)

# CONCLUSION

La communication responsable  
se pense, se réfléchit.

- Au cœur du système normatif
- Implique les salariés, les citoyens
- Chaque geste compte
- Participation et transparence

